LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8028 JEUDI 31 OCTOBRE 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

نوفمبر المجيد .. وفاء وتجديد

1er NOVEMBRE 1954 - 2024

LA RENAISSANCE

Lire notre dossier en pages 2 à 11



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO



Lorsque 22 militants ont changé le cours de l'histoire

Réunis dans le plus grand secret le 25 juin 1954 à El-Madania, les membres du Groupe des 22, tous issus de l'Organisation spéciale (OS), ont posé les bases de l'insurrection armée contre le colonialisme français.

Leur rencontre décisive a permis de surmonter les divisions internes du PPA-MTLD et d'amorcer le passage à l'action. En orchestrant le déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, ces militants ont donné naissance au Front de libération nationale (FLN), marquant ainsi le point de départ d'une guerre de libération qui allait transformer l'histoire de l'Algérie. Durant 132 ans de colonisation, le peuple algérien subit une expropriation systématique de ses terres et une marginalisation sociale et économique. À partir du début du XXe siècle, les famines, les épidémies et une pauvreté écrasante devinrent le quotidien de la majorité des habitants. Le bon ordre de l'injustice et de l'inégalité a été institutionnalisé par la puissance coloniale. Le désir de liberté et les premières résurrections anticoloniales poussent le peuple à s'organiser et inscrire la question algérienne dans un cadre politique. La mobilisation des jeunes Algériens en 1914, à la veille de la première guerre mondiale et une législation partiale et injuste privant les autochtones de nombreux droits élémentaires, ont fait que ces nouvelles recrues musulmanes ne pouvaient aspirer à devenir des citoyens de plein droit et de ce fait elles ne devaient rester que sujets français. Cette situation favorisa la naissance et la montée du nationalisme algérien au début des années 1920 et, qui se développa durant l'entre-deux-guerres. Un courant nationaliste essentiellement porté par l'association des oulémas musulmans d'Ibn Badis, par Ferhat Abbas ou encore par Messali Hadj qui a été élu à la tête de l'Etoile nord-africaine (ENA) dès 1926. La création du Parti du Peuple Algérien (PPA) en 1937 par Messali Hadj, à la suite de la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine (ENA) la même année, a marqué une nouvelle étape dans la diffusion des idées indépendantistes. Rapidement, le mouvement gagne en ampleur, mais il est à son tour dissous par décret en 1939, et ses principaux dirigeants, dont Messali Hadj, sont condamnés à de lourdes peines. Néanmoins, le PPA poursuivra ses activités dans la clandestinité, renforçant la détermination des militants à lutter pour l'indépendance de l'Algérie.

La répression sanglante des manifestations du 8 mai 1945 a provoqué la radicalisation des nationalistes algériens. En 1946, Ferhat Abbas fonde l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA), tandis que Messali Hadj crée le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) à la suite de la dissolution du Parti du Peuple Algérien (PPA). L'année suivante, en 1947, l'Organisation Spéciale (OS) voit le jour, grâce à la participation de jeunes militants nationalistes, parmi lesquels Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et Mohamed Boudiaf, entre autres.

LA TURBULENTE RELATION ENTRE LE PPA ET LE MTLD

Cette structure militaire clandestine du parti, considérée comme le bras armé du mouvement, était chargée de préparer la lutte armée contre la colonisation française. Pour parfaire l'organisation de l'OS, Aït Ahmed poursuivit sa mission en formant les militants à l'usage des explosifs, à leur fabrication et à la maîtrise des transmissions. Selon le dictionnaire de la guerre d'Algérie, les deux partis politiques le PPA-MTLD, qui prônait l'indépendance était entre 1951 et 1954 en proie à une lutte interne, ils avaient traversé plusieurs épreuves, notamment la crise dite « berbériste ». A partir de 1952, un conflit s'installe entre Messali et le comité central du MTLD, favorable à la création d'un Congrès national algérien. Opposé à ce projet, Messali réclame les pleins pouvoirs. Cependant la création du groupe des 22 par le CRUA a permis surmonter le conflit qui avait éclaté un an auparavant, notamment avec le doyen du mouvement, Messali Hadj, son charisme, nourri par un passé militant, avait atteint des sommets, entraînant à un culte de la personnalité et une tendance au zaïmisme. Face à cela, le



Comité central critiquant les dérives du zaïm, avait décidé de rompre avec le « patriarche ».

Dans l'optique de réconcilier ces tendances, le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA) voit le jour en mars 1954. Comme son nom l'indique, il vise l'action armée et devient rapidement une force autonome. Au mois de juin, le CRUA, passe à l'organisation et convoque les 22 pour viser l'objectif, qui était, la lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

En effet, la réunion s'est tenue le 25 juin 1954 pour décider du passage à la lutte armée. Le Groupe des 22 s'est rassemblé dans la maison du militant Lyès Derriche, au Clos Salambier (aujourd'hui El-Madania). Les militants présents à la réunion étaient issus de l'Organisation Spéciale (OS), le bras armé du PPA-MTLD, créée en 1947 pour préparer le soulèvement révolutionnaire.

À ce rassemblement des 22 ont assisté des figures célèbres de la Révolution algérienne : Othmane Belouizdad, Mostefa Ben Boulaïd, Ramdane Benabdelmalek, Benmostefa Benaouda, Lakhdar Bentobal, Rabah Bitat, Zoubir Bouadjadj, Saïd Bouali, Ahmed Bouchaïb, Mohamed Boudiaf, Boudjemaa Souidani, Abdelhafid Boussouf, Lyès Derriche, Didouche Mourad, Abdessalam Habachi, Abdelkader Lamoudi, Larbi Ben M'Hidi, Mohamed Mechati, Slimane Mellah, Mohamed Merzoughi, Badji Mokhtar et Youcef Zighoud. Présidée par Ben Boulaïd, la réunion a posé les jalons d'une dynamique inéluctable. Parmi les recommandations de la réunion du Clos Salambier, la création de cinq zones dirigées par les coordinateurs du CRUA : la zone 1 Aurès-Nememcha dirigée par Ben Boulaïd, la zone 2 Nord-Constantinois (Didouche), la zone 3 Kabylie qui devait être dirigée par Belkacem Krim (absent à la réunion), la zone 4 Algérois (Bitat) et zone 5 Oranie (Ben M'hidi). Boudiaf devait assurer la coordination avec la délégation extérieure au Caire (Aït Ahmed, Ben Bella et Khider).

Très vite le CRUA prend le nom de Front de Libération Nationale, (FLN) et crée son bras armé, l'Armée de Libération Nationale (ALN). La date de la Toussaint, le 1er novembre, est retenue comme point de départ de la Révolution. Une proclamation signée par le Secrétariat général est rédigée, reproduite à la ronéo à Ighil Imoula avant d'être distribuée en Algérie pour atterrir en Egypte et lue à la radio Sawt al-Arab du Caire.

LE PACTE DES SIX CHEFS HISTORIQUES

Mohamed Bouadiaf, Larbi Ben M'hidi, Mustapha Benboulaid, Krim Belkacem, Didouche Mourad et Rabah Bitat, sont ces six chefs originaires de différentes régions du pays, qui se sont réunis en toute discrétion le 23 octobre 1954, au domicile du moudjahid Mourad Boukechoura à Rais Hamidou (Alger), pour dessiner les contours de la guerre de libération. La détermination des six chefs historiques a conduit au déclenchement de la guerre contre le colonialisme français, animée par un slogan unifié : « Par le peuple et pour le peuple » sous la direction du Front de libération nationale (FLN), cette guerre visait à être une révolution populaire dépourvue de dirigeant, de commandement individuel ou de leadership partisan.

Amel Saïdi

Les amis de la Révolution algérienne

DÈS SON déclenchement le 1er novembre 1954, la guerre de de libération algérienne a réussi à brasser le soutien indéfectible de plusieurs pays et de nombreuses personnalités dans le monde. Les Etats arabes et celles du mouvement des non-alignés comme la Chine ont reconnu le FLN comme représentant légitime du peuple algérien. Les aides ne se sont pas fait attendre.

Pour plusieurs pays, tels que la Chine, la Yougoslavie, l'Egypte, le Soudan, la Syrie, l'Irak, le Yémen et l'Arabie saoudite, la cause algérienne était une partie de la lutte des opprimés. Les Etats membres de la Ligue arabe, créée en 1945, s'étaient engagés en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

Un soutien indéfectible et sans relâche de l'Egypte. La déclaration qui annonça, le 1er novembre 1954, le début de la révolution a été diffusée sur les ondes de la Radio du Caire, tout comme, d'ailleurs, l'annonce officielle de la création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), un certain 19 septembre 1958, dans la capitale égyptienne. Ferhat Abbas y avait fait sa première déclaration publique, définissant les circonstances de la naissance de ce gouvernement. Malgré les difficultés et les obstacles rencontrés pour l'approvisionnement en armes de la Révolution et les pressions auxquelles l'Égypte était confrontée, dont l'agression contre son territoire à l'automne 1956, le soutien militaire à la guerre de Libération ne s'est pas arrêté.

De nombreux Syriens, dont des médecins, se sont également engagés aux côtés des Algériens pendant la Révolution. Parmi les plus illustres, l'ancien président Noureddine Al Atassi, qui a donné son nom à l'hôpital de Bologhine. Il avait été au maquis en particulier à la frontière algéro-tunisienne, puis était resté à Alger pendant les premières années de l'indépendance avant de retourner dans son pays. La Tunisie a pour elle abrité l'armée des frontières et l'état-major général dans la région frontalière. La proximité entre les deux peuples face au colonialisme s'est illustrée le 8 février 1958, lors du bombardement par l'aviation française du village de Sakiet Sidi Youcef en Tunisie, à quelques encablures de la frontière. Un bombardement qui a tué 70 Tunisiens et Algériens et fait 140 blessés. Le basculement de la Tunisie vers le soutien total à la cause algérienne a permis au FLN de s'installer durablement et d'établir une base arrière militaire pour assurer l'approvisionnement en armes et en hommes des maquis de l'intérieur.

La bataille d›Issine est venue refléter la véritable image de la cohésion et de la solidarité des Algériens et Libyens, après que leur sang s'est mêlé dans la bataille de l'honneur, donnant leurs vies en sacrifice pour la liberté et l'indépendance. Lors de cette bataille le sang des Algériens et des Libyens s'est mêlé, devenant ainsi le symbole de la solidarité et de la cohésion entre les deux peuples et la preuve irréfutable du sacrifice et de l'appui des pays frères à la guerre de Libération nationale. L'Irak a été le premier pays à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), quelques minutes seulement après sa proclamation. Faut-il aussi rappeler l'aide de l'Irak pour l'édification de l'Etat algérien après son indépendance notamment dans l'enseignement et les hydrocarbures. L'Arabie saoudite a montré son soutien à l'Algérie par des actes. Le roi Salman ben Abdelaziz fut le président de la commission principale de la collecte de fonds pour l'Algérie, il faisait partie des personnalités les plus importantes qui soutinrent et aidèrent la Révolution algérienne dans toutes ses étapes. Le 5 janvier 1955, Ahmed Echakiri, représentant du royaume de l'Arabie saoudite aux Nations-unies, avait attiré l'attention en mettant en avant la souffrance du peuple algérien. Il avait réussi la même année à convaincre 14 Etats africains et asiatiques de l'importance à inscrire la cause algérienne à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU. L'Algérie occupait une place prépondérante dans la politique de la Chine qui apercevait dans le soulèvement anticolonialiste algérien une affinité avec son passé colonial. La Chine n'a donc pas cessé d'attribuer une assistance politique et militaire à l'Algérie en étant le premier pays non-arabe à reconnaître le GPRA. Les premiers lots d'armes livrés à la révolution portaient la signature de la Chine.

Nassim Mecheri

LA DÉCLARATION DU 1er NOVEMBRE 1954

Une quête permanente

Pour des millions d'Algériens, la Déclaration du 1 er novembre 1954 est plus qu'un appel d'un nouveau parti politique clandestin spécifié au peuple soumis encore par le code de l'indigénat, décimé par la misère et la pauvreté et écrasé par l'ignorance.



Certes, la déclaration appelle à l'unité nationale, à l'unification des rangs et des idéologies et surtout à se soulever contre l'oppression et à déclencher la lutte armée comme dernier recours contre le système colonial.

Cependant, cette déclaration est surtout un texte fondateur de la Révolution, dont l'un des passages est très significatif, quand il émet l'objectif de cette lutte armée, celui de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté populaire, avec pour finalité. La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques et dans le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions. Il faut dire que ce texte a été constamment la référence fondamentale des premiers responsables de la Révolution tout au long de la guerre de libération, même après la tenue du Congrès de la Soummam deux ans plus tard. Cette déclaration accompagnant le déclenchement de la lutte armée a été élaborée par les six principaux responsables du déclenchement de la Révolution, à savoir les chefs historiques : Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M›hidi, Mustapha Benboulaid, Krim Belkacem, Didouche Mourad et Rabah Bitat. Trois de ces chefs ont vécu l'indépendance, alors que les trois autres ont été soit assassinés par les militaires français, soit tués lors d'accrochages dans les maquis. Mais, pour de nombreux historiens, les buts inscrits dans ce premier manifeste du FLN n'ont jamais été atteints. En dépit des énormes sacrifices de la population et du recouvrement de la souveraineté, après le référendum d'autodétermination de 1962, la concrétisation des principes sacrés n'a jamais été atteinte, ni réalisée. Que s'était-passé entre-temps ? Pour les historiens, deux faits majeurs ont fait échouer cette édification d'un « Etat démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ». Le premier est directement lié à la guerre des leaderships entre des chefs ou entre des clans. La quête du pouvoir personnel et l'émergence d'une opposition interne dans certaines wilayas ont complètement chamboulé les agendas et les perspectives. Ces conflits ont poussé le GPRA (gouvernement provisoire) à déposer sa démission, de crainte qu'une nouvelle guerre civile encore plus meurtrière ne se déclenche sur le territoire fraîchement libéré.

De fait, le GPRA n'a jamais remis le pouvoir et que les arrangements réalisés aux forceps à Tripoli en Libye n'ont jamais été respectés. Ce Congrès qui devait émettre une feuille de route politique, signée par tous les courants qui avaient rejoint le FLN dans sa guerre de libération et d'indépendance, s'est achevée en file de poisson. C'est en ces moments de tensions et de querelles que la plupart des dirigeants du GPRA, comme ceux de l'intérieur, ont compris que la bataille pour le « butin de guerre » venait de commencer.

Depuis, le GPRA qui a négocié les Accords d'Evian et qui a contrôlé la transition avec le gouvernement du « Rocher noir », est venu de lâcher prise. Selon son dernier président, Benyoucef Benkhedda, il n'y avait aucune chance d'appeler au dialogue, car les refus étaient systématiques. Selon ses dires, publiés dans ses mémoires ou dans ses interventions publiques, il n'était plus possible de trouver un compromis avec le clan de « Oujda » et celle de l'armée des frontières. Le fossé était immense. En jetant l'éponge, le GPRA voulait préserver la vie des sept millions d'Algériens, rescapés d'une guerre féroce, sauvage et destructrice. Le peuple était martyrisé, éreinté, dépossédé. Il aspirait enfin après tant de décennies de sacrifices et de privations, de négation de son identité, à vivre pleinement dans la liberté retrouvée, dans la justice et le respect des droits fondamentaux, à aspirer au progrès et à la modernité.

LA TENTATION DU POUVOIR ÉTAIT FORTE

Ou bien, la tentation du pouvoir absolu était forte. Fini le principe de la collégialité dans la responsabilité, la prise de décision, la gestion et l'organisation de la résistance militaire, politique et diplomatique qui avaient triomphé depuis le début de la révolution.

Le processus de passation du pouvoir entre le GPRA et les ou les vainqueurs des premières élections générales libres et démocratiques post-indépendance a été escamoté par cette tentation de pouvoir. La création de l'Assemblée constituante qui était une revendication essentielle de certains courants de la gauche nationaliste n'a pas été retenue dans le contexte de l'époque. Les divisions et les fractures étaient énormes. Certains chefs historiques brandissaient une nouvelle logique, brandissant le principe de la légitimité historique, comme Krim Belkacem, qui pourtant était le vice-président de Benkheda. Ce dernier s'efforça de rallier les régions du centre en dépêchant un ex-responsable de la wilaya 4, le colonel Boualem Dehiles (Sadek) dans l'Algérie, avec pour mission de verrouiller les entrées de la capitale. Il décide de faire des changements durant le cessez-le-feu. Il fut rapidement désavoué par le GPRA et finalement l'autorité du colonel Sadek est remise en cause et la ZAA (zone autonome d'Alger) va rester sous tutelle du GPRA jusqu'au coup de force du 27 juillet 1062 de la wilaya 4 contre le chef de la ZAA. Le désaveu politique et militaire était un message clair à Krim. Cet épisode sera déterminant par la suite. Car, la prise de la capitale par les unités de la wilaya 4 est déjà une attitude en porte-à-faux par rapport aux résolutions du dernier Conseil National de la Révolution de Tripoli, qui stipulait que l'ALN dans son ensemble devait se convertir en une armée professionnelle. Le Bureau politique du FLN réagit et dénonce. Le clan d'Oujda basé au Maroc et plus tard de Tlemcen comprend l'enjeu du contrôle de la capitale et se lance dans une autre mobilisation, défiant toutes les autres sphères de la révolution.

C'est la crise de l'été qui ébranla tout le pays, poussant toutes les factions au bord de l'embrasement, avant que la population ne décide de sortir dans la rue avec les fameuses manifestations, « Sbaâ s›nine barakat » (Sept ans ça suffit). Et c'est certainement cette réaction populaire qui est considérée comme le second fait historique qui changea la donne.

Ce conflit entre les unités de la wilaya 4, formées essentiellement de nouvelles recrues « marsiens » (en référence au 19 mars, date du cessez-le-feu), inexpérimentées et dépourvues d'armement moderne, furent rapidement écrasées par les troupes de l'armée. Des frontières, mieux équipées et nombreuses. C'est celle-là qui entre avec les chars dans la capitale. Ainsi, une nouvelle légitimité s'installe, celle que les défunts chefs historiques contestèrent politiquement et militairement, comme celle du FFS d'Aït Ahmed, ou de Boudiaf et plus tard par les communistes.

Mohamed Kouini

Edito

L'implacable vérité

PAR KAMEL MANSARI

L'idée que le peuple algérien pouvait se soulever contre l'occupant français relevait chez beaucoup de la folie sinon du suicide. La France coloniale s'est ancrée en Algérie à coup de massacres et d'avilissement au point de faire perdre espoir aux plus téméraires des indépendantistes. Les massacres du 8 mai 1945 ont révélé le visage raciste et criminel de l'administration coloniale et sa brutalité inégalée. Si l'humanité célébrait la chute du nazisme en Europe, il poursuivit son œuvre en Algérie. Une conviction est née alors, rien ne fera plier ce colonialisme que la lutte. L'Organisation spéciale (OS) fondée en 1947, a balisé le terrain à cette option, devenue inéluctable face à des colons fanatiques convaincus de leur supériorité et déterminés à maintenir par tous les moyens, le fait accompli, l'apartheid auquel ils ont soumis les indigènes. Les 22 dissidents du PPA-MTLD et membres de l'OS ont décidé, le 1er novembre 1954, de porter la revendication pour l'indépendance sur le terrain de la confrontation militaire. Il s'agissait d'un acte qui allait consacrer la renaissance de l'Etat algérien, un Etat renié par un narratif colonial négationniste, hérité à ce jour par une frange de la classe politique française. La bravoure des acteurs de « la nuit de la Toussaint » était hors du commun car faisant face alors à la deuxième puissance militaire au sein de l'OTAN. Humiliée à Dien bien Phu, la France essuyait dans les montagnes des Aures, dans les villes et dans toutes les contrées du pays sa plus sévère déconvenue dans l'histoire post seconde guerre mondiale. Surpris par l'audace de la rébellion et sa ténacité, la riposte de l'armée coloniale, dotée des pouvoirs spéciaux décrétés en conseil des ministres en mars 1956, s'est acharnée aveuglement contre la population civile algérienne, complice par vocation. La répression était la seule méthode qu'elle affectionnait depuis le 5 juillet 1830. La barbarie enclenchée au plus haut sommet de l'Etat français, était inouïe. Les massacres, les exécutions sommaires, les corvées de bois, les disparitions, les internements ou autre tortures constituaient le modus operandi des généraux de l'expédition coloniale et ceux de la pacification de 1954 à 1962. Ce sont autant de crimes que la France refuse d'assumer aujourd'hui car ils font voler en éclat sa propagande de pays des droits de l'homme, de la justice et d'égalité. Pis encore, la France, dans une fuite en avant arrogante a canonisé son «œuvre coloniale » en Algérie dans une loi scélérate en 2005. Ce qui rend caduc le discours de ceux, en Algérie ou ailleurs, qui réclament des excuses, une repentance ou des compensations à la France. Les crimes français en Algérie sont impardonnables et inexpugnables. Les excuses ne suffiront jamais à les expier encore moins satisfaire la victime et lui rendre justice, car les horreurs commises pendant 132 ans en Algérie ont été planifiées et décidées au plus haut niveau de l'Etat. Tout au long de l'occupation, l'Etat français agissait en tant que détenteur du droit d'opprimer, de tuer, d'avilir et d'asservir des populations entières. Les massacres de civils en parallèle des spoliations ont été exécutés par des militaires zélés, avec l'aval de responsables politiques ayant le sentiment d'agir en tant que race supérieure contre des « barbares » et des « sous-hommes ». Nul n'ignore que le colonialisme est un crime contre l'humanité. Le crime contre l'humanité, tout comme le génocide et le crime de guerre, est aussi un crime d'Etat. C'est le cas aujourd'hui en Palestine. Le crime contre l'Humanité est un crime qui porte atteinte aux droits humains.

Le criminel ne traite pas ses victimes comme des êtres humains et souvent bien pire qu'un animal. Les Algériens n'avaient de ce fait aucun droit de contester leur condition ni de la remettre en cause, y compris par les moyens pacifiques. Aujourd'hui, il est indéniable pour tout un chacun que le colonialisme est le crime des crimes : impardonnable, imprescriptible et inexpiable. Le débat entre algériens et français sur la question mémorielle ne peut occulter cette dimension. On ne peut mettre le colonisateur et le colonisé sur le même pied d'égalité quand il s'agit de situer les victimes d'une guerre de libération. La France continue à agir selon le postulat suivant lequel le combat libérateur était en fait une guerre civile. Dans l'entreprise coloniale, il n'y avait qu'une seule victime : le peuple algérien. C'est l'implacable vérité pour laquelle la France coloniale est jugée devant le tribunal de l'histoire. Toute autre rhétorique relève de l'imposture.

K. M.

نوفمبر المجيد .. وفاء وتجديد

LE 20 AOÛT 1955

LA VRAIE RUPTURE

Les événements du 20 août 1955, sous la direction de Zighoud Youcef, marquent l'un des épisodes les plus significatifs dans la lutte de libération nationale, moins d'une année après le déclenchement, le 1er novembre 1954, de la lutte armée.



En réponse à la répression massive de la population algérienne par l'armée coloniale, cette offensive dans le Nord Constantinois symbolise ainsi la détermination croissante du peuple algérien à briser définitivement le joug colonial. Elle amorce un changement profond dans la stratégie et l'ampleur de la résistance algérienne, consolidant les bases de la lutte pour la liberté et la dignité du peuple.

Les émeutes, qui ont duré deux jours, les 20 et 21 août 1955, se sont déroulées dans une région où la coexistence entre les communautés européenne et musulmane était particulièrement tendue, a expliqué Nacer Djebbar, professeur d'histoire à l'Université de Constantine, au Jeune Indépendant. L'insurrection, menée par le successeur de Mourad Didouche à la tête de la wilaya II, après la mort de ce dernier au champ d'honneur en janvier de la même année, avait pour objectif, selon l'historien, «de démontrer la capacité militaire du FLN à mobiliser les masses algériennes et sa volonté politique de s'imposer comme une force fédératrice de toutes les tendances politiques engagées dans la lutte de libération».

Les événements se déroulent dans la zone de Collo, Skikda, Constantine et Guelma. D'une part, des centaines de soldats de l'Armée de libération nationale attaquent des postes de police et de gendarmerie et divers autres bâtiments publics, et, d'autre part, des milliers d'Algériens dont une majorité de paysans se lancent à l'assaut d'une trentaine de villes et villages.

L'ENGRENAGE DE LA VIOLENCE COLONIALE

À la suite du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, la réaction coloniale française fut d'une grande violence, notamment dans les régions des Aurès et de la Kabylie, où les premiers actes de résistance furent réprimés sans pitié.

Les arrestations arbitraires et les exécutions d'Algériens présumés impliqués dans les actions du FLN semaient la peur et l'insécurité au sein de la population. Le gouvernement colonial adopte une posture de répression absolue, illustrée par la nomination de Jacques Soustelle en tant que gouverneur général de l'Algérie, accompagné de la mise en place de l'état d'urgence en avril 1955. François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, renforça cette politique par des mesures répressives visant à «rétablir l'ordre», ce qui conduisit à des opérations militaires de grande envergure dans les bastions de front de libération nationale et de son bras armé, l'armée de libération nationale.

La répression de 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata, qui s'était soldée par des massacres avec plus de 45 000 victimes, restait vive dans les esprits et alimentait la crainte d'une répétition de ces violences en 1955. La France cherchait à étouffer la résistance naissante, mais cette approche répressive ne faisait qu'exacerber les tensions et renforcer l'engagement des Algériens dans la lutte pour l'indépendance.

DU SOULÈVEMENT LOCAL À L'ÉCHO MONDIAL

Le 20 août 1955, sous la direction de Zighoud Youcef, alors chef militaire de la wilaya II, appuyé par son adjoint Lakhdar Ben Tobbal, l'Armée de libération nationale (ALN) déclenche la série d'attaques simultanées dans le Nord Constantinois. L'opération n'a pas pour seul objectif de démontrer la capacité militaire du FLN, mais également de provoquer une réaction de masse parmi les Algériens et de mettre la question algérienne au premier plan, tant au niveau national qu'international.

La participation des populations locales, en particulier des couches sociales les plus démunies, est significative, les habitants, armés de moyens rudimentaires, se mobilisent aux côtés des moudjahidine de l'ALN, montrant une solidarité sans faille dans leur engagement pour une vie meilleure débarrassée de la répression coloniale et l'offensive a eu un impact psychologique immense.

L'attaque touche plusieurs villes, dont Skikda, et engendre la mort de 123 personnes, dont une majorité d'Européens, créant un choc au sein de la communauté européenne et de l'armée française. La répression coloniale qui suit est brutale et sans précédent, et, les populations civiles dans plusieurs régions se sont retrouvées punies et des centaines de jeunes soupçonnés d'avoir pris part aux événements furent arrêtés et certains injustement exécutés ou portés disparus dans des représailles sanglantes. Le bilan humain, qui s'élève à plus de 10 000 morts, marque un tournant dans la perception de la guerre par la population algérienne et le monde entier.

L'opération marqua ainsi une étape que les historiens des deux rives qualifient de capitale dans la suite des événements. La répression de l'armée française avait en effet débouché sur des crimes contre l'humanité. Une répression qui fera adhérer davantage la population rurale au combat désormais admis comme seul moyen de se libérer.

UNE RUPTURE IRRÉVERSIBLE

Les événements révèlent ainsi au monde entier l'ampleur de l'injustice de la France coloniale, renforçant le soutien international à la cause algérienne. Les images et récits des atrocités commises par les forces coloniales circulent largement, mobilisant les opinions publiques à travers les pays voisins d'Afrique du Nord et au-delà. Cet impact médiatique attire l'attention des organisations internationales, notamment les Nations Unies, qui entamèrent la reconnaissance de la lutte algérienne comme une quête légitime de liberté.

Les massacres commis par l'armée française provoquent également une rupture définitive entre les communautés européenne et algérienne.

Les colons, désormais soutenus par une armée coloniale déterminée à défendre ses positions, se retrouvent isolés et coupés de toute possibilité de coexistence pacifique avec les Algériens. La population algérienne, elle, voit dans cette répression une confirmation de l'incapacité du pouvoir colonial à respecter sa dignité humaine, renforçant ainsi son engagement envers l'indépendance et sa fidélité au FLN.

Zighoud Youcef, l'architecte de l'offensive, demeure l'une des figures les plus importantes de la révolution et de la guerre de libération nationale.

Né le 18 février 1921 à Zighoud Youcef (ex Condé-Smendou) dans la wilaya de Constantine, il rejoint le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et devient un combattant engagé aux côtés de Didouche Mourad. Après la mort de ce dernier, en janvier 1955 dans la même région, Zighoud Youcef reprend le commandement de la wilaya II et réussi avec brio, de l'avis de nombreux historiens, l'offensive de 1955, marquant un coup stratégique qui modifiera le cours de la révolution et ébranlera le moral du colonisateur. Sa mort en 1956 dans une embuscade renforcera aussi son statut de martyr et de symbole de la détermination sans faille du peuple algérien.

«LES PIERRES DE CONSTANTINE SE SOUVIENNENT ENCORE...»

Commémorés chaque année depuis le recouvrement en 1962 de la souveraineté nationale, les événements du 20 août 1955 restent un symbole de l'héroïsme et de la résilience algérienne, reconnus et appréciés par tous les peuples luttant pour leur dignité et souveraineté.

Aujourd'hui, bien que les relations entre l'Algérie et la France restent tendues sur la question de la mémoire coloniale, il est à noter qu'en octobre 2007, lors d'une visite dans la capitale de l'Est, l'ancien président français Nicolas Sarkozy, élu cinq mois plus tôt à l'Élysée, a qualifié le système colonial d'injuste par nature, ne pouvant être perçu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation.

Dans un discours prononcé à l'université de Constantine au sujet de ces massacres, il a déclaré que «les pierres de Constantine se souviennent encore de cette journée terrible du 20 août 1955 où chacun fit ici couler le sang pour la cause qui lui semblait la plus juste et la plus légitime. […] Le déferlement de violence, le déchaînement de haine qui, ce jour-là, submergea Constantine et toute sa région, tuant tant d'innocents, étaient le produit de l'injustice qu'avait infligée au peuple algérien, depuis plus de cent ans, le système colonial». Et d'ajouter que «l'injustice attise toujours la violence et la haine. Beaucoup de ceux qui s'étaient installés en Algérie, je veux vous le dire, étaient de bonne volonté et de bonne foi. Ils étaient venus pour travailler et pour construire, sans l'intention d'asservir ni d'exploiter personne. Mais le système colonial était injuste par nature et ne pouvait être perçu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation».

Amine B.



HOSNI KITOUNI, CHERCHEUR EN HISTOIRE

LE 20 AOÛT 1955 «UN ACTE FONDATEUR»

Hosni Kitouni, fils d'Abdelmalek Kitouni, un officier de l'Armée de libération nationale (ALN) tombé au champ d'honneur, revient dans cet entretien accordé au Jeune Indépendant sur les événements marquants de la Révolution algérienne. Il évoque, également, les motivations qui ont poussé les chefs du Nord constantinois à lancer, moins d'un an après le début de la guerre de libération, les offensives du 20 août 1955. Cet acte, selon lui, représente un tournant décisif vers une lutte plus radicale, loin de toute approche «soft».



Le Jeune indépendant : ***Près de 70 ans après l'offensive du 20 août 1955, quelle analyse peut-on faire des événements et quels enseignements en tirer concernant la stratégie de guérilla menée contre le colonisateur ?***

Hosni Kitouni : Des interférences de différents ordres nous ont détournés du 1er novembre et de sa symbolique. Nous en sommes même venus à minimiser son importance historique et à mettre en avant des aspects secondaires, parfois futiles, orientant ainsi notre attention vers les luttes internes et les conflits au lieu de nous intéresser aux dynamiques centrales, aux savoirs, aux connaissances et aux pratiques qui ont émergé avec la lutte de libération nationale et qui ont marqué son histoire.

L'insurrection populaire du 20 août 1955 est un acte fondateur. Il est essentiel d'y revenir, de l'analyser, de la comprendre et de révéler son rôle dans le processus global de la révolution nationale. Sans cette insurrection, la lutte de libération nationale ne serait sans doute pas ancrée dans son milieu naturel, à savoir les masses paysannes, sans oublier bien sûr son impact international.

L'offensive du 20 août 1955 peut-elle être considérée comme une démonstration de force du FLN en termes de capacité à mener une guérilla ?

Il convient de rappeler brièvement la situation des insurgés novembristes durant l'été 1955. À peine neuf mois se sont écoulés depuis le déclenchement de l'insurrection, dans des circonstances politiquement défavorables en raison des frictions internes au mouvement national. L'OS (Organisation spéciale), qui devait préparer l'insurrection en rassemblant des armes et en formant des militants, a été laminé par la répression. L'initiative des 22 apparaît alors comme une audace extraordinaire. Rien, absolument rien, ne laissait présager de sa réussite compte tenu des nombreux éléments défavorables, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement national.

À ces aspects, il convient d'ajouter un autre élément : l'insurrection n'a pas connu la même intensité partout. Dès les premiers attentats commis le 1er novembre, les militants se sont trouvés isolés, tant entre eux qu'au sein des masses populaires. Les Français ont concentré leur répression sur les Aurès, et Bachir Chihani, intérimaire de Mustapha Ben Boulaid qui venait d'être arrêté, a demandé à Zighoud de mener des actions pour alléger le poids de l'ennemi. Ce sont donc toutes ces raisons qui ont motivé la stratégie des chefs du Nord constantinois. Ce ne fut pas une démonstration de force, mais une stratégie de rupture révolutionnaire.

En quoi l'offensive du 20 août a-t-elle marqué un tournant stratégique dans la mobilisation du peuple algérien et l'isolement des partisans d'un compromis avec la France ?

Dans ses mémoires, Lakhdar Bentobbal rappelle quelques éléments ayant déterminé l'offensive du 20 août, tant sur le plan international que national. Dans l'esprit de ses initiateurs, il s'agissait de passer d'une guérilla au coup par coup à une véritable insurrection nationale capable de mobiliser l'ensemble du peuple algérien et d'isoler les hésitants ainsi que les ennemis.

Concernant la France, il était nécessaire de démontrer qu'il ne s'agissait pas d'escarmouches menées par des éléments isolés, mais d'une véritable insurrection nationale portée par le peuple. On a souvent tendance, en parlant des événements du 20 août, à passer sous silence leur aspect stratégique et politique, les réduisant ainsi à une simple opération armée. Bentobbal le souligne clairement dans sa question, quels que dussent être les pertes et le prix à payer ? Il fallait parvenir à une radicalisation de la guerre pour couper court à tous ceux qui voulaient s'entendre avec la France. Cet objectif stratégique a effectivement été atteint.

Zighoud Youcef, membre du groupe des 22 historiques, a mené l'offensive, mais qui étaient les véritables architectes de cette action ?

Je crois que l'histoire n'a pas totalement rendu justice à Zighoud Youcef. Certes, il a été héroïsé et statufié, comme tant d'autres dirigeants de la révolution, mais la question est de savoir si l'on a vraiment mesuré sa pensée, son action militante et son rôle dans la transformation du mouvement révolutionnaire algérien. Je ne le pense pas ; on continue à le présenter comme un chef militaire dépourvu de toute vision stratégique. On en est venu à minimiser non seulement l'importance de l'insurrection du Nord constantinois, mais aussi celle du 1er novembre, en déplaçant le curseur historique vers le congrès de la Soumam. C'est un renversement idéologique de l'Histoire, non fondé sur les faits et partial. On ne peut pas saucissonner un mouvement historique à sa convenance sans risquer de fausses interprétations.

Le congrès de la Soummam, sans le 20 août 1955, aurait été impossible, ou du moins n'aurait jamais eu le même impact. Zighoud croyait en la révolution et en son indépendance inéluctable. Sa hantise était de voir la lutte du peuple accaparée par des gens qui n'ont rien de commun avec lui. Malheureusement, c'est ce qui va se produire quelques années plus tard.





نوفمبر المجيد .. وفاء وتجديد

Lorsqu'on étudie cette période, il est essentiel de revenir sans cesse à l'origine des processus, plutôt que de partir de leur aboutissement. Dans cette perspective, l'action du 20 août a démontré que la lutte armée était portée par le peuple, et par le peuple seul.

La répression coloniale disproportionnée après les évènements aurait fait 10 000 morts et disparus. Ce chiffre est-il démesuré ?

Nous avons tendance, dans notre approche de l'histoire, à focaliser le débat sur la question de la violence coloniale, en ne retenant que le nombre de ses victimes, comme si l'ignominie d'une répression était exclusivement liée à l'ampleur de ses destructions humaines. Cette vision nous fait oublier les autres aspects de la violence coloniale, qui, bien que moins visibles ou immédiatement perceptibles, sont tout aussi destructeurs et ignobles. Dès que vous donnez un chiffre, l'ennemi vous demande de le documenter et vous oppose un autre chiffre, tout aussi contestable.

Il faut rappeler que la répression coloniale, depuis 1830, a toujours pratiqué des massacres en masse pour anéantir les mouvements insurrectionnels et, surtout, pour terroriser les populations et prévenir d'autres soulèvements. Pour revenir à votre chiffre, sa symbolique importe sans doute bien plus que sa réalité statistique, car ce que les Algériens retiendront de la répression d'août 1955, c'est l'ignoble détermination du peuplement colonial à ne rien céder de ses privilèges et de son hégémonie. Une rivière de sang allait dorénavant diviser les deux camps, et rien ne viendra les réconcilier.

Peut-on établir un parallèle entre les événements du 20 août 1955 et l'offensive du Hamas palestinien le 7 octobre 2023 ?

De nombreux analystes ont tenté cette comparaison. Le prix que le peuple palestinien, les Gazaouis et, aujourd'hui, les Libanais, ont payé pourrait atténuer notre appréciation des événements du 7 octobre. C'est un prix tellement élevé qu'il nous fait parfois douter de l'opportunité de cette date. Nous ne savons pas vraiment comment les événements vont évoluer, mais deux choses sont sûres : le 7 octobre a poussé l'entité sioniste à sortir de son discours martyrologique, présentant Israël comme un modèle de démocratie dans un océan de régimes autoritaires.

Ce mythe est tombé, et Israël s'est révélé sous son véritable visage : un monstre sanguinaire implanté au cœur de l'Orient. Deuxièmement, la Shoah, en tant que symbole du génocide du peuple juif, est surpassée en horreur par ce que l'État sioniste fait subir au peuple palestinien. Israël ne peut plus revendiquer l'exclusivité de la compassion humaine, grâce à laquelle elle s'est dotée d'une sorte d'immunité éthique.

Enfin, la question palestinienne est sortie du ghetto et de l'invisibilité dans lesquels l'impérialisme unipolaire l'a enfermée depuis les années 1990. Plus que jamais, le droit du peuple palestinien à son État n'a jamais été aussi d'actualité. De plus, Israël ne peut plus survivre que comme un État raciste et guerrier. Sa population ne pourra pas supporter cela longtemps ; le fruit pourrira de l'intérieur, comme il a pourri de l'extérieur.

Propos recueillis par Amine B.



CONGRÈS DE LA SOUMMAM

La naissance d'une nation en marche

S'inscrivant dans la continuité de l'étincelle allumée le 1er novembre 1954, le Congrès de la Soummam a embrasé la Révolution algérienne en la structurant et en insufflant l'esprit d'unité nationale, balisant la voie vers une Algérie libre et souveraine.



Au congrès de la Soummam (août 1956).
De dr. à g. : Ouamrane Amar, Krim Belkacem, Ben M'hidi Larbi, Abane Ramdane, Zighoud Youcef.

Le Congrès de la Soummam, qui s'est tenu le 20 août 1956 en Kabylie, représente un moment charnière dans l'histoire de la Révolution. Organisé par le Front de Libération Nationale (FLN), il a rassemblé les principaux leaders du mouvement indépendantiste pour définir une stratégie commune pour la naissance de la nation algérienne.

Ainsi, l'un des principaux objectifs de cette assemblée était d'unifier les différents groupes nationalistes autour du FLN en tant représentant légitime du peuple algérien. Cette vision a trouvé un écho favorable auprès de divers courants politiques, notamment le PPA-MTLD, l'Association des Oulémas, et même des éléments du PCA, qui ont tous été invités à participer à cette lutte pour l'indépendance. Cette unification a permis de créer un front uni face aux autorités coloniales, renforçant la légitimité du FLN comme représentant principal de la lutte algérienne.

En outre, la stratégie des architectes de la révolution a été d'établir des objectifs précis pour l'indépendance totale de l'Algérie et la construction d'un État souverain basé sur les principes de justice et d'égalité. Cette clarification a permis de galvaniser les troupes et de renforcer le discours politique du mouvement de libération nationale.

Le Congrès de la Soummam a également conduit à des décisions fondatrices concernant la notion de nation algérienne à travers la création de deux institutions qui ont contribué à l'établissement de structures politiques essentielles à l'encadrement de la lutte pour l'indépendance.

La première est le Conseil National de la Révolution Algérienne (C N R A). Ce « parlement » du mouvement national était composé à sa création de 17 membres permanents et 17 autres suppléants représentant les différentes régions de l'Algérie, sous l'égide du FLN. Son rôle était de définir les grandes orientations politiques et stratégiques de la lutte, tout en intégrant les préoccupations des divers courants nationalistes. Le CNRA a largement contribué à unifier les différents courants politiques autour d'un seul idéal, l'indépendance du pays, cimentant ainsi l'unité nationale. Le conseil a aussi servi de cadre pour la légitimation des décisions et des actions entreprises sur le terrain. Cela a permis de donner une voix à des représentants de toutes les régions et de toutes les tendances, consolidant ainsi le soutien populaire à la cause.

La seconde institution, le Comité de Coordination et d'Exécution (CCE.) était chargé de la mise en œuvre des décisions prises par le CNRA. Ce comité a permis une direction claire et une exécution efficace des actions. Composé de membres influents du mouvement de libération nationale, le C.C.E. garantissait une représentation des différentes régions et zones de combat. La structure de ce comité a également favorisé une coordination fluide des opérations, essentielle dans un contexte de guerre où la rapidité de décision et d'action était une question de vie ou de mort.

Stratégiquement parlant, ces deux institutions ont créé un cadre politique qui a permis d'articuler les efforts militaires avec des objectifs politiques clairs, instaurant ainsi une vision cohérente de la lutte pour l'indépendance. Cette structuration a aussi aidé à renforcer la légitimité du FLN sur la scène internationale, en présentant un front uni aux yeux des observateurs extérieurs. La stratégie mise en place a également permis de démentir la perception française, qui voyait le mouvement comme celui de « hors-la-loi ».

NOUVEAU SOUFFLE POUR L'ALN

Sur le plan militaire, le congrès a conduit à une réorganisation en profondeur de l'Armée Libération Nationale (ALN). La nécessité d'une telle restructuration était évidente face à la puissance de l'armée française.

Le congrès a établi un système de grades et de responsabilités, attribuant à chaque niveau de commandement des rôles s également spécifiques dans la planification et l'exécution des opérations militaires. Cela a permis de renforcer la discipline dans les rangs des moudjahidines, mais aussi d'assurer une réponse rapide et efficace aux évolutions du terrain.

La clarification des rôles et des hiérarchies a aussi contribué à une meilleure coordination entre les différentes unités. Chaque niveau de commandement avait des responsabilités spécifiques, ce qui facilitait l'exécution des ordres et la mise en œuvre des stratégies élaborées au sein du C.C.E.

En outre, des protocoles ont été mis en place pour garantir une communication efficace entre les unités. Des procédures de compte-rendu et d'évaluation des opérations ont été instaurées, permettant une adaptation continue aux défis rencontrés. Ces mécanismes de fonctionnement ont favorisé une culture de l'évaluation et de l'apprentissage au sein de l'ALN, renforçant ainsi son efficacité.

De facto, les décisions prises lors du congrès ont ainsi permis de formaliser les relations entre les différents niveaux de commandement et de renforcer l'efficacité de la lutte. Tactiquement parlant avec l'établissement de structures claires, la coordination entre les différentes zones de combat a été améliorée. Chaque wilaya était devenue une entité autonome mais reliée au commandement central, facilitant la communication et l'échange d'informations. Cela a permis au mouvement de libération de mener des opérations concertées, de partager des ressources et d'adapter les tactiques en fonction des besoins locaux tout en restant aligné sur des objectifs nationaux communs.

La transformation stratégique entamée au Congrès a également eu un impact significatif sur le moral des troupes et de la population. En instaurant une vision claire et des objectifs définis, le mouvement de libération nationale a inspiré confiance et détermination parmi la majorité des algériens. La mobilisation de la population est devenue un pilier essentiel de la lutte, avec des actions de soutien logistique et d'information. Cette dynamique permet de transformer le conflit en une véritable guerre populaire, où chaque Algérien est invité à participer, renforçant ainsi le sentiment d'appartenance au mouvement national et l'engagement collectif pour l'indépendance du pays.

INTERNALISATION DE LA CAUSE ALGÉRIENNE

Sur la scène internationale, les principes énoncés dans la rédaction de la plateforme du congrès ont légitimé le combat des Algériens pour leur liberté. En affirmant un engagement envers des valeurs de justice et de démocratie, la révolution algérienne a pu obtenir un soutien croissant de la part d'autres pays et mouvements de décolonisation. La dimension internationale a pris une ampleur particulière lors des événements de la guerre froide. Les délégations dépêchées à l'étranger pour faire connaître la cause algérienne ont réussi à capter l'attention des pays du bloc soviétique, qui voient dans la lutte algérienne un exemple de résistance anti-impérialiste. Cette stratégie d'internationalisation a permis au FLN de bénéficier d'un soutien matériel et logistique, essentiel pour le financement de la lutte armée.

En somme, le Congrès de la Soummam a marqué un tournant décisif dans la guerre d'Algérie, établissant des bases solides pour la structure politique et militaire du mouvement national.

Les choix stratégiques adoptés ont renforcé l'unité du mouvement nationaliste, intensifié la mobilisation populaire et légitimé la lutte sur la scène internationale. Ainsi, le Congrès de la Soummam, en plus d'être un acte fondateur pour la Révolution, a été un levier stratégique pour la construction d'une Algérie indépendante.

Au-delà de la problématique de l'écriture de l'histoire, le constat, aujourd'hui, est que la mémoire du Congrès de la Soummam perdure à travers les commémorations officielles, mais aussi dans le récit collectif des algériens fait de sacrifices et de luttes qui continue de façonner l'identité nationale.

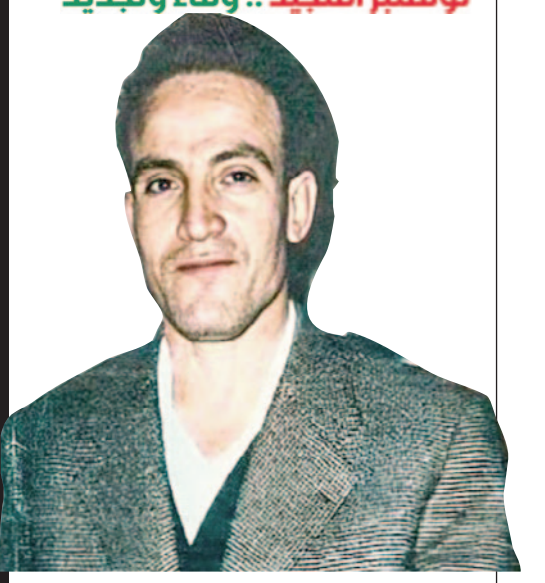
Sihem Bounabi

L'HISTORIEN FOUAD SOUFI AU JEUNE INDÉPENDANT :

«Larbi Ben M'hidi a sauvé le Congrès de la Soummam»



Le Congrès de la Soummam, ancré dans l'élan révolutionnaire de l'appel du 1er novembre 1954, incarne la détermination inébranlable des militants du mouvement de la libération nationale à conquérir l'indépendance. Il s'agit aussi de poser les balises de la voie menant à la naissance d'une Algérie libre et souveraine.



ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SIHEM BOUNABI

Dans cet entretien, l'historien chercheur Fouad Soufi explore pour Le Jeune Indépendant les motivations et les enjeux derrière cet événement fondamental, à l'instar du besoin d'unification des forces nationalistes et l'élaboration d'une stratégie politique et militaire édifiante. Il aborde aussi les rôles des leaders présents, notamment ceux d'Abane Ramdane et de Larbi Ben M'hidi, mettant en lumière des dynamiques internes complexes et souvent méconnues.

A travers son analyse des stratégies adoptées et des effets à long terme sur la guerre de libération et la politique algérienne post-indépendance, il révèle comment cet événement a façonné la dynamique du mouvement indépendantiste et continue d'influencer la mémoire collective nationale. L'historien invite ainsi les lecteurs à réfléchir sur l'héritage du Congrès de la Soummam. Une date dont les répercussions continuent d'influencer le discours sur l'identité nationale et l'histoire contemporaine de l'Algérie, tout en laissant entrevoir des questionnements encore ouverts sur les défis de l'indépendance.

LE JEUNE INDÉPENDANT : Tout d'abord, quelles étaient les principales motivations derrière la tenue du Congrès de la Soummam en 1956 ?

Fouad Soufi : Parmi les principales motivations, il en existe au moins une, essentielle, à savoir doter le FLN et l'ALN, ainsi que la Révolution en général, d'un programme, d'une direction et de structures politiques et militaires.

Il faut se souvenir que les militants qui avaient déclenché la lutte armée pour la libération le 1er Novembre 1954, s'étaient promis de se retrouver en janvier 1955. Les éloignements, les arrestations et les morts au combat des uns et des autres, ajoutée à cela la quête des armes qui a mobilisé certains d'entre eux loin du pays, ont rendu difficiles les contacts et encore plus les réunions.

Par contre, la mobilisation d'anciens cadres et militants de l'O.S (Organisation secrète) et l'inlassable politique de rassemblement de toutes les forces nationales ont renforcé non seulement le caractère national du mouvement mais également sa représentativité.

Enfin, durant cette sorte de première phase de la lutte, il faut insister sur le travail d'information et d'explication à l'extérieur du pays, donc à l'international. Il est important de rappeler que Tito, Nasser et Nehru s'étaient réunis à Brioni (ex-Yougouslavie) et avaient apporté leur soutien à l'Algérie, le 18 juillet 1956, un mois avant le Congrès de la Soummam. C'est la conjonction de tous ces développements qui ont rendu possible et nécessaire la tenue d'une réunion, d'un congrès (le premier) du F.L.N.

En termes de structuration militaire et de lutte lors de ce congrès, quelles stratégies militaires ont été discutées et adoptées ? Et comment cela a affectées la lutte armée contre le colonialisme français ?

La seule chose que je peux me permettre de dire est que, face à une armée aussi puissante, il ne peut y avoir d'affrontement direct. Seules des actions de guérilla, des harcèlements et des sabotages, ainsi que la mobilisation de la population, pouvaient ébranler cette lourde machine de guerre que le gouvernement français avait installée dans tout le pays.

Le Congrès de la Soummam est ancré dans la culture mémorielle en tant que réunion historique qui a fédéré les mouvements nationalistes. Pourriez-vous expliquer en quoi il a contribué à l'unification des différentes factions au sein du mouvement indépendantiste ?

Peut-on parler de factions ? Au sein du MTLD peut-être. Toute l'action qui a précédé et préparé le Congrès a été ces rapports avec des partis politiques qu'il fallait convaincre et rallier. Donc, du point de vue militaire, le Congrès a organisé l'A.L.N. : les responsabilités et les grades, les salaires, les katibas, etc… Du point de vue politique, le Congrès a donné à la Révolution, une direction le Comité de Coordination et d'Exécution (C.C.E.) et une sorte de parlement le Conseil National de la Révolution Algérienne (C.N.R.A.).

Dans l'extrait du procès-verbal que tout le monde peut consulter dans le numéro 4 d'El Moudjahid (édition yougoslave), les deux principes (ou tenus pour tels) ont été retenus beaucoup plus tard : « la primauté du civil sur le militaire et la primauté de l'intérieur sur l'extérieur ». Le cours de la guerre en a décidé autrement.

Pourriez-vous nous expliquer comment les leaders nationalistes ont influencé les décisions prises lors du Congrès ?

Je pense qu'aujourd'hui il serait intéressant historiquement de poser la question : Qui sont donc ces leaders ? A ce niveau un gros travail est encore à faire me semble-t-il. Aujourd'hui on évoque les Six, en passant sous silence les Trois du Caire mais qui n'ont pas participé au Congrès pour des raisons peut-être mal élucidées. Que dire de tous ceux qui n'ont pas participé au Congrès mais qui occupaient des places importantes dans leurs zones respectives ? Que dire de ceux qui étaient présents mais qui n'ont pas participé ? Il est au moins deux autres questions. Comment expliquer l'ascension d'Abane Ramdane ? Comment expliquer le fait que Larbi Ben M'hidi a quitté sa zone pour s'installer à Alger ?

Par ailleurs, on comprend bien pourquoi la zone 2 était représentée par deux personnes, son chef Zighout Youcef et l'adjoint de ce dernier Lakhdar BenTobbal. L'initiative de cette réunion revenait à Zighout. Elle devait se tenir chez lui. On connaît la suite Kalaa des Bani Abbès puis Ighzer Amokrane (Ifri). Mais c'est Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi qui viennent avec des textes écrits, qu'il faudra retrouver un jour quoique l'on sache où se trouvent certains.

D'autre part, les principaux rédacteurs n'ont pas participé à ce qui est devenu un Congrès. Seuls ces leaders étaient présents. Ceci dit, il y a un leader (je préfère le mot militant et /ou responsable) dont le rôle lors du Congrès me semble avoir été sous-estimé, c'est bien Larbi Ben M'hidi. Il n'a été retenu de lui que son rôle de président. Or, lorsqu'à trois reprises, le secrétaire de séance, Abane Ramdane a été mis en minorité, à trois reprises Larbi Ben M'hidi a préservé, sinon même sauvé le Congrès.

Quels ont été les effets à long terme du Congrès de la Soummam sur l'évolution de la guerre d'Algérie et sur la politique post-indépendance ?

Pour préciser ce que je viens de dire, un an après, lors de la réunion du C.N.R.A. au Caire le 20 août 1957, certaines décisions politiques ont été annulées. L'assassinat de Larbi Ben M'hidi a fragilisé la position de Abane Ramdane, la suite on la connaît. L'étape principale fut le 18 septembre 1958 la formation du G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la république algérienne).

La désignation de Ferhat Abbas, même si elle a été qualifiée de tactique, est tout de même quelque part une sorte de victoire posthume de Abane Ramdane.

Après l'Indépendance, la question est plus délicate. La question sociale, le parti unique, la question de la langue arabe et de la religion, la réforme agraire, les nationalisations notamment peuvent faire partie de l'héritage du Congrès. Mais à l'époque la question de l'éventuel départ des Européens ne se posait pas.

Selon vous, qu'elle a été, après coup, l'évaluation du congrès par les acteurs du mouvement, en termes de succès ou d'échecs ?

Un rapide (donc insuffisant parce qu'incomplet) sondage dans El Moudjahid (édition yougoslave) montre que le Congrès de la Soummam est une date dans les chronologies rappelant les hauts faits de la Guerre de libération nationale. En fait, ce serait un bon sujet de thèse de recherches.

Au final, quel serait l'héritage du Congrès de la Soummam dans la mémoire collective nationale ?

La question est intéressante en ce sens que m'est apparue cette distinction à faire entre la mémoire collective nationale et l'histoire. Mémoire et histoire ne sont pas interchangeables. Il me semble que le souvenir du Congrès est inscrit dans la mémoire collective nationale grâce aux efforts de l'Etat par le truchement d'une loi et par les traditionnelles commémorations annuelles. Mais comme il y a deux 20 août (1955 et 1956) chacun trouve sa part et on évite de trop parler du troisième 20 août, celui de 1957. Finalement, c'est encore l'histoire et le travail des historiens qui peuvent, pourront et sauront remettre cet événement à sa place, sa juste place dans la lutte pour la libération nationale.

S. B.



GÉNOCIDE COLONIAL

L'indélébile blessure

« Je crois que le droit de la guerre nous autorise à ravager le pays et que nous devons le faire soit en détruisant les moissons à l'époque de la récolte, soit dans tous les temps en faisant de ces incursions rapides qu'on nomme razzias et qui ont pour objet de s'emparer des hommes ou des troupeaux ». Cette citation d'Alexis de Tocqueville, le penseur libéral, chantre de la démocratie en Amérique, résume à elle seule la pensée coloniale qui perdure jusqu'à aujourd'hui dans une certaine France nostalgique d'une grandeur criminelle passée.



Commettre des crimes au nom d'un supposé droit de la guerre, outil exclusif légitimant au nom d'une supériorité civilisationnelle, l'entreprise coloniale française en Algérie et européenne en Afrique et dans le reste des pays du Sud, demeure jusqu'à présent le soubassement idéologique qui explique pourquoi la France coloniale s'est ingénié de tuer, piller, torturer, brûler, mutiler tout Algérien, confinant à l'ethnocide.

La liste des généraux génocidaires français en Algérie est interminable : depuis De Bourmont à De Gaulle, en passant par les sinistres Rovigo, Cavaignac, Bugeaud, Lamoricière, Yusuf, Saint Arnaud, Salan, Aussaress et autres criminels de guerre ont été coupables de crime de guerre, de crime contre l'humanité, de génocide, d'ethnocide. Le nombre des victimes dépassent de très loin le million et demi de martyrs de la glorieuse révolution du 1er novembre 1954, le chiffre s'élèverait au minimum à quelque 8 millions de martyrs algériens entre 1830 et 1962.

Passons les décapitations des résistants des Zibans (Zaatcha) en 1848, dont les restes mortuaires ont été longtemps exposés au Musée de l'Homme de Paris avant qu'ils ne soient rapatriés en juillet 2020, l'utilisation des gaz chimique pour la première fois de l'histoire contre les habitants de la ville de Laghouat en 1852 pour arriver aux massacres du 08 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata et aux essais nucléaires de Reggane et d'In Ekker en 1960. Le palmarès criminel de la France dépasse tout entendement et n'a d'égal que les rapports systématiques et quotidiens des forfaits. Tout a été consigné par les auteurs même de ces crimes, un témoignage pour la postérité mais surtout pour un travail de mémoire nécessaire afin de débusquer les exécutants de la mécanique coloniale.

Les déclarations de ces sinistres personnages suffisent pour prendre toute l'ampleur des crimes qu'ils ont commis et dont ils s'enorgueillissent. Pélissier, le bourreau du Dahra, dont les enfumades de Aïn Merane, en août 1845 restent dans toutes les mémoires, écrit en mai 1841 : « Nous resterons jusqu'à la fin juin nous battre dans la province d'Oran, et à y ruiner toutes les villes, toutes les possessions de l'émir. Partout il trouvera l'armée française, la flamme à la main ».

MACRON ET LE DISCOURS CONTRADICTOIRE

Son collègue dans le crime, Bugeaud, apôtre de la politique de la terre brûlée, va dans le même sens. « Plus d'indulgence, plus de crédulité dans les promesses. Dévastations, poursuite acharnée jusqu'à ce qu'on me livre les arsenaux, les chevaux et même quelques otages de marque... Les otages sont un moyen de plus, nous emploierons, mais je compte avant tout sur la guerre active et la destruction des récoltes et des vergers », écrit-il à Lamoricière en 1843.

Jules Ferry, pour ne citer que le père de l'école française, grand chantre du colonialisme, n'a pas mis de gants pour justifier l'entreprise coloniale. « Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures […]. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures », s'est-il écrié. Ainsi, la France, phare de la civilisation a un droit naturel, en tant que « race » supérieure, et un devoir, celui de civiliser les « races » inférieures. Le national-socialisme allemand n'aura pas fait mieux, et cet extrait de Ferry ressemble à s'y méprendre à un texte d'Adolf Hitler.



Et c'est au nom de cette prétendue supériorité civilisationnelle que la France a procédé au déracinement du peuple algérien, au séquestre de ses biens, à son acculturation, à son confinement dans des zones inhabitables et reculées. Les gouvernements français successifs n'ont jamais admis les crimes commis au nom de la France et de sa « grandeur » coloniale. Des pas timides ont été faits : trois présidents se distinguent pour avoir « oser » à demi-mots parler de guerre d'Algérie au lieu des événements d'Afrique du Nord (Jacques Chirac en 2002), des « souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien » (François Hollande en 2012), et de « la colonisation, crime contre l'humanité » (Emmanuel Macron, candidat à la présidentielle en 2017).

Élu président, Macron aura un autre discours. En 2023, le président français déclarait « qu'il n'avait pas à demander pardon pour la colonisation ». Ce que le chef de l'Etat français a oublié ou n'a pas compris, ou ne compte pas comprendre, c'est que les Algériens ne cherchent pas un pardon français. Les crimes étant imprescriptibles, les Algériens demandent aux Français de reconnaître leurs forfaits, de reconnaître qu'ils ont commis l'irréparable à l'encontre de tout un peuple martyrisé 132 années durant. Aucune réparation aussi importante soit-elle ne pourra compenser les ravages d'une guerre coloniale, aliénante, annihilatrice et déshumanisante. Comme aucune excuse ou pardon ne sauraient panser les plaies béantes qui marquent encore l'imaginaire du peuple algérien.

Ce que les Algériens réclament, c'est la restitution de tout ce que les Français ont volé en envahissant le pays. Du Canon Baba Marzouk, au sabre de l'Emir Abdelkader en passant par les archives de l'époque ottomane, de la colonisation et surtout de la période de la révolution. Le séquestre de l'histoire de l'Algérie par la France néocoloniale et foncièrement revancharde est en soi un crime qui contribue à la perpétuation d'un complexe outre-Méditerranée, celui du colonisateur qui refuse de voir la vérité en face, celle de la victoire d'un peuple qui a décidé de prendre son destin entre ses mains et lancer une révolution libératrice de la terre et de l'homme en Algérie et dans le monde, le 1er novembre 1954.

Mahmoud Benmostefa

LES SÉQUELLES DE LA COLONISATION

Une mémoire à vif

Soixante-dix ans après le déclenchement de la Guerre de libération nationale, les plaies ouvertes par la torture et les crimes coloniaux restent vivaces dans la mémoire collective. Loin d'être reléguées au passé, ces atrocités continuent de nourrir les débats et d'alimenter la quête de justice et de reconnaissance.

Dès le début de la guerre en 1954, la torture fut systématiquement utilisée par l'armée française comme un moyen de réprimer le soulèvement. Cette violence était dirigée non seulement contre les combattants de l'Armée de Libération Nationale (ALN) mais aussi contre des civils innocents, soupçonnés de soutenir le mouvement indépendantiste. Arrestations arbitraires, sévices physiques, viols, électrocution à la gégène : la torture n'était pas un dérapage isolé, mais une politique délibérée et généralisée.

Des figures emblématiques telles que Larbi Ben M›hidi, capturé et assassiné en 1957, ou Maurice Audin, militant pour l'indépendance, illustrent l'extrême brutalité de ce système répressif. Ces pratiques ont laissé des cicatrices profondes, physiques et psychologiques, chez les survivants, et marquent encore la conscience nationale.

La violence coloniale ne s'est pas limitée aux tortures. Des massacres de masse ont également ponctué l'histoire algérienne, laissant derrière eux un héritage de douleur. Les événements du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata, où l'armée française a brutalement réprimé des manifestations en faveur de l'indépendance, sont restés gravés dans la mémoire collective. Ces massacres, qui ont coûté la vie à des milliers de civils, ont constitué un tournant, incitant les Algériens à prendre les armes quelques années plus tard.

Pendant la guerre de libération, d'autres opérations répressives ont été menées, notamment les ratissages dans les régions rurales. Des villages entiers furent incendiés et des populations civiles massacrées pour briser le soutien au Front de Libération Nationale (FLN). Cette politique d'anéantissement s'apparente, aux yeux de nombreux historiens, à des crimes contre l'humanité.

UNE RECONNAISSANCE INACHEVÉE

Malgré les témoignages et la documentation historique, la reconnaissance officielle des crimes coloniaux reste un enjeu majeur. Bien que certaines déclarations récentes aient tenté de rompre avec le silence, notamment les reconnaissances partielles d'Emmanuel Macron sur l'assassinat de Maurice Audin ou les tortures subies par Ali Boumendjel, ces gestes sont jugés insuffisants par les des Algériens.

Les victimes et leurs descendants réclament des excuses officielles, mais aussi une reconnaissance pleine et entière des crimes coloniaux. Cette demande dépasse le cadre d'une simple réparation symbolique : il s'agit de rétablir une vérité historique et d'inscrire ces violences dans la mémoire collective des deux nations.

La préserver de la mémoire de ces atrocités est considéré comme un devoir viscéral. Dans tout le pays, cette mission se traduit par la multiplication d'initiatives mémorielles : musées, expositions, documentaires, ou encore programmes éducatifs, tous visent à transmettre l'histoire aux jeunes générations.

Alors que l'Algérie s'apprête à commémorer le 70e anniversaire du 1er novembre 1954, cet effort de transmission apparaît d'autant plus important. Le souvenir des crimes coloniaux n'est pas un simple regard sur le passé, mais un rappel de la valeur de la liberté et de la dignité arrachées au prix de lourds sacrifices.

Tant que la vérité sur ces atrocités ne sera pas pleinement reconnue, les plaies de l'histoire resteront ouvertes. Il ne s'agit pas seulement d'un contentieux entre deux États, mais d'un impératif moral. En faisant vivre cette mémoire, l'Algérie rappelle que l'histoire ne doit jamais être effacée, mais assumée, pour qu'aucun peuple ne revive les horreurs du colonialisme.

DES CRIMES TOUJOURS IMPUNIS

La politique mémorielle actuelle, qui semble vouloir établir une forme de réconciliation, néglige souvent le besoin de vérité et de justice. Le rapport de Benjamin Stora, commandé par Emmanuel Macron, tout en abordant certains aspects de la mémoire, n'a pas proposé de mesures concrètes pour traiter ces crimes. Les victimes sont laissées dans l'oubli, leurs histoires souvent étouffées dans le silence.

Les initiatives judiciaires pour punir les auteurs de ces crimes sont restées rares et inefficaces. Les victimes, qui auraient dû être au cœur des préoccupations, ont été systématiquement ignorées. Les plaintes déposées pour torture n'ont pas été suivies d'enquêtes approfondies, et les familles des disparus continuent de lutter pour obtenir la vérité sur le sort de leurs proches.



Des figures comme Pierre Vidal-Naquet et Josette Audin ont joué un rôle essentiel dans la dénonciation de la violence de la répétition, mais leur combat pour la justice a été un parcours semé d'embûches. L'affaire de Maurice Audin, emblématique de la répression violente, reste à ce jour un symbole puissant de l'impunité, tout comme le cas de Djamila Boupacha, dont le viol par des militaires est resté impuni malgré les témoignages accablants.

REGGANE, L'ALGÉRIE EXIGE TOUJOURS RÉPARATION

Le 64e anniversaire des explosions nucléaires françaises à Reggane rappelle l'ampleur du crime commis contre l'Algérie et son peuple. Ces essais, réalisés le 13 février 1960, ont causé des dégâts humains et environnementaux durables. L'Algérie réaffirme son exigence de reconnaissance, d'excuses officielles et de réparation, en traitant ce dossier comme une priorité de la mémoire nationale.

Le ministre des Moudjahidine et des ayants-droit, Laïd Rebiga, a souligné, le 13 février dernier, l'importance du dossier des explosions nucléaires françaises dans le Sud algérien, lors d'une conférence à Adrar à l'occasion du 64e anniversaire de ces essais.

Il a rappelé que le premier essai nucléaire, marquant un tournant dramatique pour la région. Ces événements restent gravés dans la mémoire collective, et même François Hollande a reconnu leur caractère « dévastateur ».

Rebiga a mis en avant l'engagement de l'Algérie à traiter ce dossier selon une approche axée sur la reconnaissance, les excuses et la réparation, en collaboration avec d'autres pays africains ayant subi les affres de la colonisation. Une commission d'experts, mise en place par le président Abdelmadjid Tebboune, se penche sur les archives, les exilés, les explosions nucléaires et la restitution des crânes des martyrs.

Il a également insisté sur l'importance de la préservation de la mémoire nationale, en s'appuyant sur des recherches, des commémorations et des œuvres culturelles, tout en apportant un soutien aux moudjahidine et aux ayants-droit. Le Centre national d'études sur la Révolution de Novembre coordonne, par ailleurs, des travaux avec 22 laboratoires spécialisés à travers le pays.

JACQUES MASSU, L'AVEU TARDIF

En juin 2000, Jacques Massu, ancien chef militaire durant la guerre d'Algérie, reconnaît que la torture pratiquée à Alger en 1957 « n'était pas indispensable » et exprime ses regrets. Bien qu'il nie se souvenir de Louisette Ighilahriz, une militante torturée et violée sous son commandement, il confirme l'essentiel de ses accusations.

Son aveu relance le débat sur les crimes coloniaux, peu après les déclarations du général Aussaresses, qui a revendiqué des exécutions sommaires sans remords. Massu, tiraillé entre son passé et son désir d'intégration, conclut : « Si je m'en souvenais, je vous le dirais ».

Louisette Ighilahriz, ancienne combattante de l'ALN, faite prisonnière après avoir été blessée, puis torturée par les paras du général Massu, a réagi aux propos des généraux Massu et Aussaresses. « Massu ne pouvait plus nier l'évidence », a-t-elle affirmé à la presse.

TAZAGHART OU LA PRISON INHUMAINE

Dans le camp de regroupement de Tazaghart dans la ville d›Azeffoun à Tizi Ouzou, Ouardia Ahmed Khoudja, née en 1948, se remémore avec douleur les violences perpétrées par l'armée française contre les habitants du village de Tigrine, dans la même localité. Elle évoque, au Jeune Indépendant, l'angoisse qui l'habitait chaque fois qu'elle croisait des soldats armés, impassibles face à l'injustice qui frappait sa communauté. La maison de sa famille a été la première à être incendiée, conduisant à la déportation de l'ensemble de la population au camp de Tazaghart, ne leur laissant que des vêtements légers et usés. Mme Ahmed Khoudja se souvient, aussi, avec admiration du courage de sa mère, Hasna, qui réussit à s'évader du camp après seulement quinze jours. « L'armée française permettait parfois aux détenus d'aller au marché hebdomadaire d›Azeffoun, mais toujours sous une surveillance étroite », a-t-elle confié Profitant d'une telle occasion, Hasna demanda à se rendre au marché avec trois femmes et un homme pour acheter quelques provisions avec le peu d'argent qu'elle avait.

« L'eau du puits était infectée par les cadavres d'Algériens. Les soldats français tuaient et jetaient leurs victimes dans le puits », a-t-elle souligné. Et d'ajouter que « lors d'une sortie avec ma mère Hasna a réussi à s'évader de cette prison qui nous servait de refuge.

On est partis chez des proches ou nous sommes restés cachés loin des yeux des soldats pendant plusieurs jours ».

Un homme de la famille, a rédigé un message urgent pour le père de Ouardia à Alger, demandant un laissez-passer pour sa femme et sa fille. Deux semaines plus tard, il est venu les chercher. Ouardia se souvient que « le voyage vers Alger a été périlleux, avec des postes de contrôle et des fouilles à chaque étape ».

Mme Ahmed Khoudja n'oublie pas une autre tragédie survenue dans le camp. Elle se remémore un paysan qui avait supplié les soldats de lui permettre d'accéder à son champ de blé, car la saison de la moisson avait commencé et la famine frappait les villageois.

« Ils l'ont battu à mort sous nos yeux, sans pitié », se souvient-elle. Ce meurtre brutal a été un choc immense pour tous les détenus, laissant des cicatrices indélébiles dans leur mémoire.

Ce témoignage met en lumière l'urgence de recueillir les récits des témoins vivants ayant ressenti, dans leur chair et leur âme, les horreurs du colonialisme. Il souligne l'importance du devoir de mémoire, afin que nul n'oublie le sacrifice des aïeux et que l'indépendance a été conquise au prix du sang qui imprègne chaque recoin de notre territoire national.

Meriem Djouder

BOUKHALFA AMAZIT, JOURNALISTE ET HISTORIEN AU *JEUNE INDÉPENDANT*

«L'Algérie et la France doivent réparer les blessures du passé»

Les accords d'Évian, signés le 18 mars 1962 au terme de longues et difficiles négociations, ont marqué la fin de la guerre de libération sanglante et préparent le terrain pour l'accession à l'indépendance de l'Algérie. Boukhalfa Amazit, journaliste et historien, examine, dans cet entretien accordé au Jeune Indépendant, les circonstances qui ont contraint le gouvernement français à négocier avec le Front de libération nationale (FLN). Il met en avant le rôle déterminant des luttes populaires et de l'opinion internationale, tout en soulignant la finesse des négociateurs algériens. À l'approche du 70e anniversaire du déclenchement de la lutte armée, Amazit appelle à une réflexion sur les relations entre l'Algérie et la France, plaidant pour une réparation des blessures du passé.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LYNDA LOUIFI

LE JEUNE INDÉPENDANT : ***Après avoir subi une colonisation génocidaire depuis 1830 et suite à plusieurs soulèvements populaires, le peuple algérien a décidé d'en découdre définitivement avec l'occupation française le 1er novembre 1954. Qu'est-ce qui a fini par contraindre le gouvernement de Charles De Gaulle à la négociation avec les délégués du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) ?***

Boukhalfa Amazit : Votre question résume à elle seule toute l'histoire de la colonisation française en Algérie. Elle constitue le résumé de 132 ans d'un régime de fer et de feu qui, en l'espace d'une quarantaine d'années, soit juste après 1871, c'est-à-dire à la suite des famines de 1865 et des années suivantes, ainsi que des grands soulèvements des années 1870, aura conduit notre pays à perdre plus de 50 % de sa population. Cette tragédie résulte de la politique de remplacement qu'avait semble-t-il adoptée l'occupant.

D'aucuns, particulièrement parmi l'ancienne puissance colonisatrice, y compris certains historiens, bien que, fort heureusement, tous ne partagent pas cette vision, refusent d'ouvrir les yeux, ne serait-ce que pour lire les mémoires des généraux et officiers de l'époque. Ces derniers excellaient, comme s'il s'agissait d'une tendance littéraire, à décrire avec une précision infinie l'immense malheur qu'ils laissaient derrière eux. Ils allaient jusqu'à dresser un macabre inventaire : le nombre d'arbres abattus, de maisons détruites, de villages anéantis, d'hectares de champs brûlés, de silos éventrés, de puits obstrués ou empoisonnés, de forêts livrées aux flammes, de bibliothèques réduites en cendres, d'archives à jamais perdues, de familles emmurées vivantes, et de tribus exterminées par l'asphyxie. Voilà la véritable œuvre du colonialisme ! Il n'y en a pas d'autres.

Le 5 juillet 1830, la plus puissante armée du monde entrait dans Alger et imposait au Dey Hussein un acte de capitulation aussi humiliant que trompeur, avant de se livrer au pillage de la ville et à la chasse au trésor de la régence ottomane. Il faut aussi préciser, ce que les états-majors de l'armée de Bourmont se sont bien gardés de faire, qu'El Mahroussa n'était plus la Ville-Blanche invincible, celle qui avait repoussé toutes les armées chrétiennes venues assiéger ses murs au fil des siècles. Après les bombardements de la marine britannique en 1827, il ne restait plus que quelques chebecs dans le port d'Alger, autrefois l'un des plus redoutés de la Méditerranée. L'Empire ottoman prenait eau et les premières infiltrations commençaient à se manifester en Algérie.

Novembre 1954 marque la fin d'une époque et le début d'une autre. Le processus de libération, enclenché dès le lendemain de la prise d'Alger par l'armée coloniale, notamment avec la résistance de l'Émir Abdelkader qui dura 17 ans, ne s'est jamais éteint. Cependant, dès le début du 20e siècle, cette lutte a progressivement pris une tournure plus politique que militaire.

De Gaulle faisait croire dans ses discours qu'il était pour la négociation mais une négociation sous une forte répression, en intensifiant, au demeurant, les opérations militaires de toutes sortes contre l'ALN tout en lançant des panacées telles que le plan de Constantine. De Gaulle cherchait-il à faire retourner la population contre le FLN ou à faire pression sur les négociateurs du GPRA ?

De Gaulle, tout comme ses prédécesseurs, n'était qu'un rouage du système colonial qui dura 132 ans. À ceci près qu'il est confronté à des circonstances particulières et contraint d'agir. D'une part, par l'action volontariste et déterminée du FLN, intransigeant dans ses positions depuis novembre 1954, dont l'appel-programme avait fixé les objectifs du soulèvement et les lignes de rupture pour toute négociation. D'autre part, par l'exaspération de l'opinion internationale, qui cachait plus sa sympathie pour les révolutionnaires algériens, une opinion témoin des malheurs de ce peuple qui subissait une guerre totale, sans doute la plus violente de toute la décolonisation au 20e siècle.

Il se devait en outre tenir compte de la doxa intérieure qui a fait basculer les points de vue en faveur de la fin de la guerre. Les intellectuels, la jeunesse, les forces progressistes ont joué un rôle qui allait dans le sens de l'histoire.



Last but not least, la menace persistante de l'éclatement de son armée devenue putschiste, mettant en danger non seulement les grands équilibres politiques de son pays, mais jusque, y compris, la Cinquième république dont il a été l'auteur et l'artisan.

Pouvez-vous expliquer comment le conflit algérien a contribué à la chute de la Quatrième République française ?

De Gaulle savait que la chute de la Quatrième République était due à ce conflit et à l'incapacité de ses politiques à apporter une solution. Une armée bringuebalée depuis la défaite humiliante devant l'armée nazie en 1940, puis ridiculisée par les niakoués vietnamiens à Điện Biên Phủ, en 1954, harcelée enfin jusqu'à l'épuisement par les fellagas de l'ALN qui, avec des moyens dérisoires, a éreinté dans le bled, les états-majors Saint-Cyriens, jusqu'à retourner la troupe contre ses propres chefs.

Une guerre qui coûtait au contribuable un milliard de francs par jour ! Il suffit de lire l'histoire de l'OAS pour mesurer l'ampleur des ravages dans ce qui était alors considéré comme la quatrième puissance mondiale. De Gaulle n'était pas assez sybarite pour s'illusionner sur la ténacité et la détermination du FLN. Et s'il lui restait encore l'ombre d'un doute, les manifestations du 11 décembre 1960, celles du 5 juillet 1961, ainsi que celles du 17 octobre de la même année à Paris, sous ses fenêtres, l'auront dissipé quant à la volonté du peuple algérien tout entier de vivre libre et indépendant.

Beaucoup s'accordent à dire que des délégués GPRA de Melun à Evian, tel que Krim Belkacem, Rédha Malek, Lakhdar Bentobal ou autre Tayeb Boulahrouf étaient dotés d'une extraordinaire capacité en matière de négociation et de diplomatie, et ce malgré le fait que l'Algérien n'était pas encore indépendante. Pouvez-vous nous éclairer quant à cette force de persuasion et de maîtrise du dossier affichées par les négociateurs algériens face à leurs homologues français ?

La guerre révolutionnaire est un tout. L'action armée n'est qu'un aspect de ses activités. Jamais l'ALN n'a envisagé une victoire militaire contre la quatrième puissance militaire du monde. Mais les responsables en véritables experts de la communication, savaient articuler, le politique, le militaire, et diplomatique, le culturel et même le sportif.

Les négociateurs qui ont été dépêchés pour rencontrer la partie française, savaient qu'ils auraient à faire avec des hommes rompus aux négociations internationales au sens des actes et des mots, chargés de valeurs juridiques, chaque faux pas se paie non dans l'immédiat mais à plus ou moins long terme. Ce n'est pas un hasard si 62 ans, bientôt 63 ans, après les accords d'Evian des politiques de l'ancienne puissance colonisatrice les évoquent encore et toujours, parce que cela n'est pas nouveau, et demandent leur révision. Alors que cela s'est fait moult fois depuis 1968 à nos jours.

A Evian, comme dans les rounds qui ont précédé les accords définitifs du 18 mars 1962, les représentants du FLN avaient pour boussole les fameux quatre points de rupture, énoncés dans le texte fondateur de l'appel du 1ernovembre 1954. Tout peut se négocier hormis l'unité du territoire, l'unité du peuple, le FLN seul et unique représentant du peuple algérien et négociations puis cessez-le-feu et non l'inverse.

Nous commémorons le 70e anniversaire du déclenchement de la lutte armée, quel bilan devrions-nous faire sur ces accords notamment sur le chapitre des relations entre l'Algérie et la France après l'indépendance ?

Ces accords que des journalistes français avaient, au temps de leur signature, qualifiés de chef-d'œuvre juridique, étaient un cadre général pour mettre fin à un conflit meurtrier qui avait duré sept ans et demi et une colonisation de peuplement toute aussi exterminatrice, de 132 années.

L'idéal eut été que les deux pays voisins qui ont partagé cette histoire douloureuse, regardent l'avenir avec l'ambition profonde et sincère, ils doivent réparer les blessures du passé. Or, il pénible de constater que 62 ans après l'indépendance, 70 ans après le premier novembre, il y'a de gens qui se trouvent encore dans l'ancienne puissance colonisatrice, ainsi que l'écrivait la professeure Christiane Chaulet Achour, « comme un courant qui empêche les évolutions nécessaires quant à l'évaluation du passé colonial, pour que les cadavres de l'OAS et de l'Algérie française n'empuantissent l'atmosphère (…) Il faut débloquer l'histoire ».

L.L.

POUR UNE RUPTURE AVEC TOUT SYSTEME D'OPPRESSION ET D'OBSCURANTISME

Le caractère populaire du mouvement qui a toujours porté l'Algérie à couvrir les étapes de son histoire constitue la base même en dehors de laquelle aucune action d'envergure, aucun sursaut émancipateur durable, aucun progrès collectif ne peuvent s'expliquer objectivement.

Par Cheikh Tahar Badaoui

En effet, dès les débuts de l'invasion coloniale au XX siècle ce qui frappe le plus, ce fut l'engagement massif des couches les plus profondes du peuple, notamment dans les campagnes, en un mouvement de résistance qui allait se prolonger durant des décennies, révélant, à travers des fortunes diverses, une remarquable continuité historique.

I/ IMPACTS IDEOLOGIQUES DE LA REVOLUTION DU 1er NOVEMBRE 1954

1°) RAPPEL HISTORIQUE

La lutte patriotique qui s'est déroulée en Algérie pendant 130 ans environ face à l'occupation étrangère, se manifestait à travers toutes les formes possibles d'action et avec un soubassement plus ou moins précis de couche sociale et de sens national libérateur, mais selon la même constante visant à sauvegarder la société, son patrimoine foncier, ses acquis historiques et son être collectif.

Première guerre d'indépendance organisée dans le cadre d'un Etat et sous le commandement de l'émir Abd elkader contre les envahisseurs français, de 1832 à 1948; révoltes et soulèvement régionaux de grande amplitude se succédant jusqu'en 1882 (révoltes d'el Mokrani , lala fatma N'Soumer , sidi cheikhes, cheikh Ahadad .., cheikh Bouamama, etc …) et d'une façon beaucoup plus restreinte, jusque dans les débuts du XX siècles , résistance aux séquestres et vols massifs de terres au profit des colons; efforts de récupération acharnés, et parfois réussis, de fonds agraires appartenant à de larges collectivités paysannes spoliées et refoulées, combat politique nationaliste structuré apparu dans les années 1920 et ne cessant d'affirmer, dès lors, une dominante populaire et la revendication pleine et entière de la personnalité algérienne et de l'indépendance du pays, et refus opiniâtre opposé par lui à l'assimilation organique à la nation française, édictée avec la complicité de la bourgeoisie libérale; évènement du 8 Mai 1945 ayant entraîné de la part des colonialistes les massacres effroyables que l'on sait, ce qui allait déterminer les patriotes à choisir, plus tard, les moyens radicaux de lutte armée, déclenchement de la guerre de libération enfin, mobilisant à partir du 1er novembre 1954 et de manière progressive, les forces militantes d'avant garde, les paysans et la nation dans son ensemble pour les engager dans la voie d'une véritable révolution tout cela exprimait la volonté du peuple algérien d'abolir un passé de mépris de la personne humaine et de droit des gens, d'obscurantisme et d'assujettissement à l'occupant étranger.

2/ IMPACTS IDEOLOGIQUES DE LA REVOLUTION DU 1 er NOVEMBRE 1954

Cette volonté de devenir national et de rupture violente avec le système colonialiste n'a cessé d'animer, la révolution dans les prolongements insoupçonnées et la vigueur accrue, au fur et à mesure qu'une guerre de génocide et de dévastation multipliait les massacres et accumulait les ruines, ont du même coup transformé profondément la société algérienne, les structures mentales des masses populaires, et le contenu qualitatif de leurs acquis.



La révolution du 1er novembre 1954 a sauvé par l'action, directe et le recours aux masses opprimées, le courant le plus dynamique du nationalisme populaire algérien. Les divers paliers de la prise e conscience liée au déroulement de la guerre de libération (ALN) entre 1954 et 1962, se situent en amont et en aval d'impacts révolutionnaires décisifs par lesquels l'Algérie militante rompait irrévocablement avec l'existence des partis politiques attentistes devenus inopérants dans la dernière décennie de 1ére coloniale, avec les utopies du libéralisme bourgeois, la démagogie sectaire, le goût du compromis, les incertitudes, illusions et velléités quant au choix des voies et moyens propres à assurer pour toujours l'édification du pays et son indépendance nationale sur des bases conformes à la justice sociale, au progrès économique et culturel et à la souveraineté inaliénable du future Etat Algérien.

A ces impacts idéologiques internes, il convient d'ajouter ceux qui déterminèrent, au moment de la lutte armée, de grandes répercussions dans le monde entier, répercussions grâce auxquelles la révolution algérienne allait contribuer indirectement à hâter l'accession à l'indépendance du Maghreb et du reste de l'Afrique, à renforcer le courant anti-impérialiste chez les peuples arabes et à déterminer, partout ailleurs, une appréciation plus juste des problèmes de l'oppression colonialiste et de la décolonisation.



Dès les débuts de la guerre de libération, l'idée de l'instauration d'une société nouvelle au profit des masses populaires gagnait du terrain et s'approfondissait au fur et à mesure de l'expérience acquise. La radicalisation de la lutte armée, les sacrifices énormes qui furent consentis (1 million et demi de martyrs, en l'occurrence) pour le triomphe de la cause nationale, la fusion complète pendant sept ans et demi entre le FLN et L'ALN, les petits salariés et artisans et les paysans pauvres engagés dans le combat, ont contribué à approfondir davantage le contenu démocratique et populaire du future Etat Algérien et à affermir la volonté de tout mettre en oeuvre, plus tard, afin que le développement du pays ne serve pas à enrichir une minorité d'affairistes et de privilégiés, mais puisse se réaliser, au contraire, au profit des masses populaires.Toutefois, malgré les immenses progrès réalisés par l'Algérie dans tous les domaines qui sont considérés 'une façon générale comme un défi au sous-développement, il reste cependant beaucoup à faire en vue d'un développement harmonieux économique social et culturel. Mais cela ne pourra se réaliser que par un Islam vivant.

II/ L'ISLAM, FERMENT A LA FOIS DE VIE INTERIEURE ET D'ACTION LIBERATRICE

1/ L'ISLAM EST L'UN DES REMPARTS LES PLUS PUISSANTS DE NOTRE PERSONNALITE HISTORIQUE

Partie intégrante de notre personnalité historique l'Islam se révéla l'un de ses remparts les plus puissants contre toutes les entreprises de dépersonnalisation. C'est dans un Islam militant, austère, où par le sens de la justice et de l'égalité, que le peuple algérien s'est retranché aux pires heures de la domination coloniale et qu'il a puisé cette énergie morale, cette spiritualité qui l'ont préservé du désespoir et lui ont permis de vaincre.

La révolution algérienne pour le bienêtre de tous entre, dans la perspective historique de l'Islam. L'Islam, dans son esprit bien compris, n'est lié à aucun intérêt particulier, à aucun clergé spécifique, ni à aucun pouvoir temporel. Ni le féodalisme sous tous ses formes, ni le capitalisme ne peuvent le revendiquer ou s'en prévaloir. L'Islam a apporté au monde une conception très élevée de la dignité humaine qui condamne le racisme, le chauvinisme, l'exploitation de l'homme par l'homme … son égalitarisme foncier peut trouver une expression adaptée à chaque époque.

Il appartient donc aux peuples musulmans dont le destin aujourd'hui, se confond avec celui du tiers Monde de prendre conscience des acquis positifs de leur patrimoine culturel et spirituel, de le réassimiler à la lumière des valeurs et des mutations de la vie contemporaire. C'est dire que toute entreprise qui se fixe, aujourd'hui, pour objectif une reconstruction de la pensée musulmane doit, pour être crédible, renvoyer obligatoirement à une entreprise beaucoup plus vaste : la refonte totale de la société. Unis, tous les hommes de foi peuvent faire émarger la seule force irrésistible : celle de Dieu présent dans l'histoire.

2/ RESOUDRE LES PROBLEMES DE NOTRE TEMPS

C'est seulement à partir de cette réactivation de la spiritualité islamique, de cet " Ijtihad", de cette renaissance de la pensée critique et vivante, de cette lecture du Saint Coran comme une interpellation toujours nouvelle et toujours actuelle, de cet effort fraternel et confiant pour comprendre les non musulmans, que nous pourrons, en alliance avec tous ceux qui aiment l'avenir, résoudre les problèmes de notre temps, et réanimer l'espérance.

Ces problèmes majeurs sont au nombre de trois :

a) Maîtriser les sciences et les techniques pour les mettre au service de la libération et de l'épanouissement de l'homme et non de son asservissement et de sa destruction.

b) Orienter la croissance économique qui est, en occident et dans le monde qu'il domine, une croissance aveugle, sans finalité humaine, et nous orienter vers un modèle de développement qui donne à chaque être humain les moyens de déployer toutes les possibilités que Dieu lui a accordées.

c) Réaliser une révolution culturelle profonde qui donne à la culture sa véritable mission: non plus nous acheminer, par le positivisme athée et l'individualisme vers le désespoir, mais faire prendre conscience des fins et du sens de la vie et de l'histoire et opérer une mutation radicale du système actuel de communication afin que les " médias" (presse, radio, télévision, cinéma, édition) ne sélectionnent plus les " faits" selon les critères commerciaux ou politiques de la violence, du sexe, du " sensationnel" mais aident à découvrir, dans notre histoire présente, les " signes" de Dieu révélant le sens de ce qui est entrain de mettre et de se développer.

Pour être le levain du monde nouveau, il faut le pénétrer tout entier. Le Coran, aujourd'hui comme au VII siècles, s'il n'est par lu avec les yeux des morts, peut redonner une âme nouvelle à des civilisations en voie de désintégration spirituelle, comme l'étaient autrefois Byzance et la Perse, comme l'est aujourd'hui l'Occident dans sa version américaine comme dans sa version soviétique. Seul, personne ne peut rien, Unis on peut tout faire.

70E ANNIVERSAIRE DU 1er NOVEMBRE

Riche programme culturel à Médéa

Les festivités célébrant le 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution nationale, entamées depuis lundi dernier, sont marquées par le lancement d'un riche programme par la direction de la culture et des arts de la wilaya de Médéa.



Ce programme prévoit des manifestations et des activités diverses à caractère historique et culturel, notamment la production d'une « œuvre artistique épique» qui sera présentée sous forme d'un «opéra révolutionnaire».
L'œuvre, qui a été réalisée en collaboration avec des artistes talentueux issus de la jeune génération de comédiens, intitulée « Majatch bel Sahel » (Elle n'a pas été obtenue facilement), sera présentée à l'occasion de la célébration du 1er Novembre, selon un communiqué des services de la direction de la culture et des arts.
Pour ces services, « il s'agit d'un véritable apport artistique à travers lequel la jeune génération d'aujourd'hui marquera de son empreinte les étapes historiques et idéologiques importantes de l'histoire du peuple algérien, ancrage de la mémoire nationale, en portant haut et fort le message des martyrs et sa transmission aux générations futures pour que nul n'oublie ou ne s'écarte des principes éternels d'une grande Révolution qui a éclairé le chemin de la liberté et l'émancipation de l'Algérie indépendante ».
Une œuvre de grande valeur artistique, fruit d'un travail laborieux de jeunes artistes talentueux, dont le comédien Halim Allal, l'écrivain Hamid Barkat, le réalisateur Mohamed Hellali, les artistes Mourad Medjrem et Youcef Soualhi, et de nombreux jeunes artistes et comédiens en ascension dans l'art des planches. Dans le foisonnement des activités prévues dans le cadre de la commémoration du 1er Novembre, la maison de la culture Hassan El Hassani abrite, depuis lundi dernier, la 11e édition du Festival international de calligraphie arabe sous le slogan : « Victoire et fidélité », avec la participation de la Palestine. L'événement, dont le coup d'envoi a été donné par le SG de wilaya, a vu la participation de 40 artistes nationaux et de 22 autres artistes venus de différents pays étrangers, à savoir la Syrie, l'Egypte, l'Irak, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Iran, entre autres, dont les œuvres ont orné les cimaises de la maison de la culture, à la grande satisfaction du public et des amateurs de la calligraphie arabe.
Quelque 80 tableaux ont été sélectionnés pour représenter « les différents styles calligraphiques, dont celui de la calligraphie classique et de la peinture en hurufiyya », qui a agrémenté les lieux et l'occasion pour honorer la famille de l'artiste du défunt Mustapha Belkahla, l'invité d'honneur le docteur Mohamed Bensaid Cherifi et le professeur Abdelhamid Skender.
A ces activités, s'ajoute l'organisation d'une caravane de projection de cinéma révolutionnaire qui sillonnera un certain nombre de communes de la wilaya et donnera des représentations de films et de documentaires sur les places publiques durant la période allant du 28 octobre au 2 novembre.

Nabil B.

RÉSEAU DE GAZ NATUREL À TLEMCEN ET BOUIRA

Plusieurs foyers raccordés

A L'OCCASION des festivités célébrant la commémoration du 70e anniversaire du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954. Un grand nombre de foyers habitants dans les wilayas de Tlemcen et Bouira, ont été raccordés au réseau de gaz naturel.
Concernant, Bouira, au total, 246 foyers ont été raccordés avant-hier, au réseau du gaz naturel dans la commune de Kadiria, dans le Nord-ouest de la wilaya. L'opération a été effectuée lors d'une cérémonie tenue dans le cadre des festivités célébrant l'heureux événement.
Ces 246 foyers issus des localités d'Ain Oualbane et Ouled Abed, relevant de la commune de Kadiria, ont bénéficié d'un projet de raccordement au réseau du gaz pour une enveloppe financière de plus de 40 millions de dinars, avec une participation de la direction de distribution de l'électricité et du gaz à hauteur de 14,16%, selon les détails fournis par le directeur de distribution, Khaled Messaoudi.
Dans le cadre de cette opération, un réseau du gaz d'une longueur de 18 km a été réalisé pour alimenter tous ces foyers en cette énergie indispensable pour les besoins de chauffage notamment avec l'arrivée de la période de froid, a expliqué M. Messaoudi.
Inscrit dans le cadre du programme de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), « ce projet a été mis en service mardi matin à Kadiria par le wali Abdelkrim Laâmouri et en présence des autres responsables civiles et militaires de la wilaya », a précisé le même responsable.
Dans la wilaya de Bouira, le taux de couverture en matière de gaz a atteint le seuil des 97%, et en matière d'électricité, le taux de couverture a dépassé les 98%, selon la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.
Par ailleurs, la même opération a été effectuée dans le même cadre de la célébration, quelque 114 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans la wilaya de Tlemcen. Cette action a été effectuée en présence des autorités de la wilaya et de la famille révolutionnaire, à l'occasion de la célébration du 70ème anniversaire de la Glorieuse guerre de libération.
Un total de 72 habitations au village de « Abdeldjalil Menaouer » et 42 habitations au village de « Ammouche », dans la commune de Remchi, ont été raccordées au réseau de distribution du gaz naturel, avec la réalisation d'un réseau d'une longueur de 11 kilomètres, selon les explications fournies.
D'autre part, il a été procédé à la pose de la première pierre pour la construction de 50 logements promotionnels aidés (LPA), à l'inauguration d'un groupe scolaire dans la commune de Remchi, à la visite des Moudjahidine Harrane El Hebri et Amboazza Abdelkader, ainsi que la famille du Martyr « Lieutenant Abdelkader » et de la famille du défunt Moudjahid Benbakhti Abdelkader, ainsi qu'au lancement d'une exposition historique itinérante à bord des bus de transport urbain devant le siège de la wilaya.
Les autorités de la wilaya ont également inauguré le siège de la sûreté urbaine de la commune de Souani et une salle de sport de la Sûreté nationale, ainsi que la pose de la première pierre pour la construction d'un siège de la sûreté urbaine dans le quartier «Oued Boudjemil» dans la commune de Mansourah.

Amel S.

RÉALISATION DES CENTRES DE STOCKAGE DES CÉRÉALES À MOSTAGANEM

Le wali hausse le ton

LE WALI de Mostaganem a adressé ce mardi plusieurs mises en demeure aux entreprises concernées pour les retards accusés dans la réalisation des travaux de cinq centres de stockage des céréales dans les communes de Sidi Ali, Stidia, Bouguirat, Oued El Kheir et Sidi Belattar. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la wilaya.
« Dans le cadre des efforts consentis par l'État dans le développement du secteur pour parvenir à la sécurité alimentaire et à l'abandon des importation, le wali Ahmed Boudouh, accompagné des cadres de la wilaya, a inspecté le premier projet du centre de proximité de stockage des céréales à Sidi Ali pour lequel une enveloppe financière de 26,5 milliards de centimes lui a été réservée sur une durée de réalisation de six mois », souligne le communiqué.
Constatant un taux d'avancement de 55 % seulement, le wali a exigé de l'entrepreneur d'accélérer la cadence des travaux avec des rotations 2×8h afin de le livrer le centre 15 décembre prochain. Il a aussi demandé de renforcer le chantier avec des capacités matérielles et humaines. Il a aussi mis en demeure l'entrepreneur pour non-respect des délais légaux fixés pour le projet.
La même source fait savoir que le wali a demandé au Chef de Daira et au Bureau d'études d'assurer le suivi quotidien du projet sur le terrain afin qu'il soit achevé dans les délais impartis.
Dans la commune d'Oued El Kheir, M. Boudouh a inspecté un deuxième projet du centre de stockage des céréales, avec un budget estimé à 26,5 milliards et une durée de réalisation de six mois, précise le communiqué.
Suite à un retard dans l'avancement des travaux, il a adressé une mise en demeure à l'entrepreneur et l'a sommé de redoubler d'efforts afin de livrer le projet le 15 décembre.
Il convient de noter que ce centre est le premier du pays qui a été inauguré par le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, Brahim Merad.
Le wali a par ailleurs inspecté le projet de réalisation d'un autre centre de stockage dans la commune de Bouguirat avec un budget de 31,9 milliards de centimes et un délai de réalisation de 6 mois.
Le wali a instruit l'entrepreneur d'accélérer le rythme des travaux, dont le taux d'avancement avoisine les 45 %, seulement tout en renforçant le chantier en capacités matérielles.
Après le premier avertissement émis par la Direction de l'équipement public, le wali a décidé d'émettre un deuxième avertissement à l'entrepreneur dans le cas où la structure métallique du projet ne serait pas disponible selon le cahier de charges.

D'Oran, Brahim Mazi

ESPAGNE

Plus de 60 morts dans des inondations à Valence

Le sud-est de l'Espagne est frappé par des inondations dévastatrices. Ce mercredi 30 octobre, les secours ont annoncé un bilan provisoire de 62 morts dans les régions de Valence et de Castille-La Manche, touchées par des pluies torrentielles en seulement vingt-quatre heures, l'équivalent d'un mois de précipitations.



Carlos Mazón, chef du gouvernement régional, a confirmé que certains corps avaient été retrouvés, ajoutant que les autorités ne pouvaient fournir davantage d'informations tant que les familles n'avaient pas été informées. « Nous faisons face à une situation sans précédent, que personne n'a encore jamais vue», a-t-il déclaré aux médias.
Mardi, les autorités avaient également signalé que sept personnes étaient portées disparues : une à L'Alcudia, dans la région de Valence, et six à Letur, dans la province d'Albacete (Castille-La Manche), où une crue soudaine a envahi les rues, emporté des véhicules et inondé des bâtiments, comme en témoignent des images diffusées par les chaînes de télévision espagnoles.
Ces inondations sont les plus dramatiques en Espagne depuis août 1996. La maire de Valence, María José Catalá, a précisé sur son compte X que 400 personnes avaient été évacuées de leurs domiciles au cours des dernières heures. Les services d'urgence, appuyés par des drones, ont travaillé toute la nuit pour retrouver les disparus à Letur, a rapporté Milagros Tolon, déléguée du gouvernement central en Castille-La Manche, sur la chaîne publique TVE. « La priorité est de localiser les personnes disparues », a-t-elle précisé. À L'Alcudia, la police a également intensifié les recherches pour retrouver un chauffeur de camion porté disparu depuis mardi après-midi.
Le gouvernement central a activé une cellule de crise, réunie pour la première fois mardi soir, et a déployé une unité de l'armée spécialisée dans les opérations de sauvetage dans la région de Valence. « Je suis avec inquiétude les informations sur les disparus et les dégâts causés par la tempête ces dernières heures », a écrit le Premier ministre Pedro Sanchez sur X, rappelant à la population de suivre les recommandations des autorités. « Faites preuve d'une grande prudence et évitez les déplacements non essentiels », a-t-il ajouté.
La mairie de Valence a annoncé que toutes les écoles resteront fermées ce mercredi, tout comme les jardins publics, et que tous les événements sportifs sont annulés.
L'opérateur aéroportuaire espagnol Aena a indiqué que douze vols à destination de l'aéroport de Valence ont été détournés vers d'autres villes d'Espagne en raison des fortes pluies et des vents violents. Dix autres vols, prévus au départ ou à l'arrivée de cet aéroport, ont également été annulés.
L'opérateur national des infrastructures ferroviaires, Adif, a suspendu les trains à grande vitesse entre Madrid et Valence en raison des perturbations causées par la tempête sur les principaux points du réseau.

Majda Khalef

AGRESSIONS SIONISTES CONTRE GAZA ET LE LIBAN

Le Moyen Orient se trouve au tournant le plus dangereux

LE COORDONNATEUR spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen Orient, Tor Wennesland, a déclaré, hier, que le Moyen-Orient se trouvait au «tournant le plus dangereux depuis des décennies».
S'exprimant devant le Conseil de sécurité, Wennesland a souligné que le Moyen-Orient se trouve au «tournant le plus dangereux depuis des décennies. Nous avons besoin d'un cessez-le-feu maintenant», avertissant que sans action immédiate, l'aide humanitaire ne pourra pas être augmentée pour répondre aux besoins de près de deux millions de personnes déplacées à Ghaza, soumise à une sauvage agression sioniste.
Il s'est dit «très préoccupé par des faits sur le terrain» qui sapent les principes fondamentaux du processus de paix, potentiellement pour les années à venir. Cela inclut la tentative de l'entité sioniste de démanteler l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA).
L'envoyé de l'ONU a déclaré aux membres du Conseil qu'une résolution politique du conflit en Palestine occupée «doit être proposée parallèlement à la fin des mesures irréversibles et unilatérales sur le terrain qui sapent la solution à deux Etats».
«Nous avons besoin de toute urgence d'un ensemble d'accords pour établir un cadre politique et sécuritaire à Ghaza conformément aux principes que j'ai exposés à plusieurs reprises devant ce Conseil», a-t-il dit. «Cela doit inclure un gouvernement palestinien qui puisse réunifier Ghaza et la Cisjordanie occupée, y compris El Qods-Est - politiquement, économiquement et administrativement - sans réduction de son territoire ni déplacement de Palestiniens de la bande de Ghaza», a-t-il ajouté.
La Norvège a annoncé avant-hier qu'elle allait demander à la Cour internationale de justice (CIJ) de se prononcer sur les obligations humanitaires de l'entité sioniste envers la population palestinienne, après l'interdiction de l'occupant sioniste à l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) d'exercer ses activités.
«Nous demandons à la Cour internationale de justice (CIJ) de se prononcer sur l'obligation (de l'entité sioniste) de faciliter l'assistance humanitaire à la population palestinienne, fournie par les organisations internationales, y compris les Nations unies, et les Etats», a déclaré le Premier ministre Jonas Gahr Store dans un communiqué.
Dans le détail, la Norvège va soumettre une résolution à l'Assemblée générale de l'ONU en vue de demander à la CIJ son «avis consultatif» concernant les obligations de l'entité sioniste en tant que puissance d'occupation.
Dans son communiqué, le gouvernement norvégien assure que plusieurs pays, de même que l'UNRWA elle-même, ont apporté leur soutien à l'initiative.
Malgré l'opposition des Etats-Unis et les mises en garde du Conseil de sécurité de l'ONU et de plusieurs Etats, l'entité sioniste a adopté lundi dernier un texte qui interdit les activités de l'UNRWA.
Par ailleurs, le bilan humain est de plus en plus tragique. Les autorités palestiniennes de la santé, ont indiqué que le bilan de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, en cours depuis plus d'une année, s'est alourdi hier à 43.163 martyrs et 101.510 blessés.
Selon la même source,» au moins 102 Palestiniens sont tombés en martyrs au cours de ces dernières 24 heures dans différentes zones de la bande de Ghaza».
Un précédent bilan faisait état de 43.061 martyrs et 101. 223 blessés.
Les autorités palestiniennes affirment qu»»il y a encore un certain nombre de victimes sous les décombres et sur les routes, et que les ambulances et les équipes de la Défense civile ne peuvent pas les atteindre.

M. M.

UKRAINE

Zelensky aurait demandé des missiles Tomahawk à Washington

VOLODYMYR Zelensky se heurterait à des refus concernant sa demande d'armement à longue portée, notamment des missiles Tomahawk, et peinerait à obtenir l'engagement de ses alliés occidentaux. Alors que les options militaires s'amenuisent, la frustration grandit en Ukraine, et le spectre des négociations se profile de plus en plus.
Volodymyr Zelensky espèrerait obtenir des missiles Tomahawk pour renforcer la force de frappe de l'Ukraine sur le champ de bataille, selon une information rapportée par le New York Times.
Ces missiles, d'une portée d'environ 2400 km, dépassent largement les capacités des ATACMS récemment envoyés par les États-Unis. Selon le journal américain citant des responsables, Washington aurait refusé, jugeant la demande irréaliste.
Le désengagement occidental va au-delà du refus de ces missiles. Ni l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN pendant le conflit, ni l'autorisation d'utiliser des missiles à longue portée sur le territoire russe n'ont été approuvées.
tournée diplomatique de Zelensky aux États-Unis et en Europe, destinée à promouvoir son «plan de victoire» pour mettre fin à la guerre d'ici 2025, a jusqu'ici été un échec estime le New York Times.
Le leader ukrainien n'a reçu qu'un soutien limité, ce qui l'oblige à envisager d'autres solutions. Il a expliqué, lors d'un entretien avec des journalistes, qu'il n'existe pas de plan B évident : «J'ai dit que ça fonctionnerait.
Si vous avez une autre solution, je vous en prie, allez-y.» Les États-Unis sont depuis longtemps réticents à l'idée de permettre à l'Ukraine d'utiliser des armes de fabrication américaine pour frapper le territoire russe. Le secrétaire à la défense, Lloyd Austin, a fait remarquer que Moscou avait déjà retiré les avions de guerre susceptibles d'être visés par de telles attaques.
Le président russe Vladimir Poutine a averti que si l'Occident autorisait des frappes à longue portée avec des armes de fabrication étrangère sur la Russie, cela signifierait que l'OTAN « mènerait une guerre » contre le pays.
Il a fait valoir que Kiev serait incapable de mener de telles attaques par ses propres moyens, car elles nécessiteraient des données de ciblage qui ne peuvent être fournies que par le bloc dirigé par les États-Unis.
L'article du New York Times suggère que Volodymyr Zelensky tente désormais de montrer à son peuple qu'il a tout essayé pour obtenir un soutien international maximal. Tout en continuant de marteler son refus de concessions territoriales, il aurait laissé entendre que des mesures diplomatiques comme la protection des infrastructures énergétiques ou un corridor maritime sûr en mer Noire pourraient être envisagées.
Vladimir Poutine a répété qu'il était prêt à engager des discussions, tout en exigeant le retrait des forces ukrainiennes de la région de Koursk, où les combats se poursuivent, et des nouvelles régions rattachées à la Russie à l'issue des référendums. La Russie a récemment accueilli les représentants d'une trentaine de pays à Kazan pour le sommet annuel des BRICS, durant lequel de nouvelles propositions pour la paix ont été discutées. Cependant, les responsables ukrainiens et occidentaux voient dans ces ouvertures une tentative de faire « capituler l'Ukraine ».

R. I.

INTRODUCTION DE LA VAR DANS LA LIGUE 1

Satisfecit du bureau fédéral

Le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) a enregistré avec satisfaction l'introduction de la VAR (l'assistance vidéo à l'arbitrage) dans le championnat de Ligue 1 Mobilis, en étroite collaboration avec la Télévision nationale EPTV, indique un communiqué de l'instance fédérale à l'issue de la réunion du bureau fédéral en session ordinaire mardi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger).

Le bureau fédéral a entendu, à cette occasion, un exposé du chargé de la gestion de la Ligue de football professionnel (LFP), Mesloug El Amine, sur le déroulement du championnat de Ligue 1 Mobilis avec le déroulement dans de "bonnes conditions" de six journées et avec "une bonne maitrise du calendrier, et ce, en dépit de la participation de quatre équipes aux différentes compétitions interclubs de la CAF, qualifiées à la phase de poules, qui débutera à la fin du mois de novembre 2024"." La présence massive des supporters dans les stades à travers le territoire national démontre l'importance que constitue le football dans notre société et donne une belle image de notre championnat. Avec l'ouverture des nouveaux stades aux normes internationales, il est certain que beaucoup d'amélioration impulseront le développement de notre football.", peut-on lire dans le communiqué de la FAF Le bureau fédéral a lancé un appel aux supporters des différents clubs à travers le territoire national, toutes divisions confondues, pour défendre l'esprit du Fair-play et dénoncer les actes de violence physique ou verbale. "Nous devons être tous indigné quand un acteur du football est insulté dans les stades. Ces derniers doivent rester des lieux de divertissement sportif et de promotion des



valeurs du sport.", souligne la même source. Il a également recommandé à la Ligue de football professionnel (LFP), d'initier de nouvelles actions dans le but de promouvoir les matchs de la Ligue 1, tels que la désignation du meilleur joueur du mois, la meilleure galerie (fair-play), ... etc. De son côté, le Président de la FAF, Walid Sadi, a lancé un appel à toutes les composantes du football national y compris à la famille de la presse sportive, à œuvrer pour l'intérêt général de notre discipline et de participer activement à la promotion de la culture du fair-play, du respect, et des valeurs nobles du sport. En février dernier, le président de la FAF, Walid Sadi avait annoncé le lancement de la VAR en championnat de Ligue 1 professionnelle dès la saison 2024-2025.Quelques semaines plus tard, l'instance fédérale avait lancé un appel d'offres national et international pour l'acquisition de quatre vans VAR, tout équipés.La FAF dispose actuellement de 35 arbitres certifiés VAR et A/VAR, ainsi que la certification de trois instructeurs VAR, à l'issue de la formation sur le système d'assistance Referee/VAR, à l'académie de la Confédération africaine de football, en Egypte.

LA FAF PRÉSENTE AU COLLOQUE DES OFFICIERS NATIONAUX DE SÛRETÉ ET DE SÉCURITÉ DE LA CAF AU CAIRE

La Confédération africaine de football (CAF) organise le Colloque des Officiers nationaux de sûreté et de sécurité (ONSS) du 29 au 31 octobre 2024 au Caire(Egypte) avec la participation du secrétaire général adjoint de la Fédération algérienne (FAF).Cet événement majeur, rassemble 54 officiers nationaux de sûreté et de sécurité venant de toute l'Afrique, et a pour objectif de "promouvoir une culture de stades sûrs à travers le continent", précise l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel.La fédération algérienne de football est présente à ce colloque, représentée par son secrétaire général adjoint, Halim Djendoubi.Dirigé par le Dr Christian Emeruwa, Chef du département de sûreté et de sécurité de la CAF, le colloque est destiné à explorer différents aspects de la sûreté et de la sécurité lors des événements footballistiques en Afrique, souligne la même source.Des intervenants de renom partagent leur expertise et leurs perspectives sur la sécurité dans le domaine du football. Parmi eux, on retrouve des représentants de la FIFA, de l'UEFA et d'experts internationaux.M. Halim Djendoubi, officier national de sûreté et de sécurité (NSSO) y participe activement, témoignant de l'engagement de la FAF à renforcer les standards de sécurité en Algérie et sur le continent, a conclu la FAF.

Stage de formation du 4 au 9 novembre à Alger pour l'obtention de la Licence CAF A

LA DIRECTION technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) organise un stage formation du 4 au 9 novembre à Alger pour l'obtention de la Licence CAF A, destinés aux anciens internationaux, a indiqué un communiqué de l'instance fédérale à l'issue de la réunion du bureau fédéral mardi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger)."Cette opération permettra aux anciens internationaux une reconversion vers le métier du coaching", a souligné le Directeur technique national, Ameur Mansoul dans son exposé sur les activités de sa structure.Il a également annonce, à cette occasion, l'organisation d'un tournoi UNAF de football scolaire le mois de décembre 2024 pour la promotion du football dans le milieu scolaire.Par ailleurs, dans le cadre du processus de renouvellement des structures de football, les différentes ligues affiliées ont entamé l'organisation des assemblées générales ordinaires qui seront suivis par les assemblées générales électives avant la fin du mois de novembre 2024.De son côté, le directeur technique national de l'arbitrage, Abid Charef Mehdi a présenté une communication sur les différentes activités de sa structure ainsi que la prestation des arbitres dans les différents championnats depuis le début de la saison, qualifiée de "satisfaisante d'une manière générale. "Une nouvelle génération d'arbitre avec un profil d'excellence est en train de naitre. Ces derniers ont besoin de parfaire leur expérience. Il nous appartient de les protéger et les encourager à progresser.", a-t-il dit. Une journée d'information et de vulgarisation sur les techniques de la VAR (l'assistance vidéo à l'arbitrage) a été organisée par la DTNA le jeudi 24 octobre 2024 au profit des journalistes sportifs. Cette opération a permis aux participants de renforcer leurs connaissances sur le fonctionnement et l'utilisation par les arbitres des techniques de la VAR.A cette occasion, le bureau fédéral a recommandé au DTNA d'initier tout au long de la saison, des ateliers de formation au profit des clubs pour vulgariser davantage les lois du jeu et améliorer leurs connaissances sur l'arbitrage. "L'engagement de la majorité de nos arbitres internationaux dans les différents tournois internationaux prouve la bonne santé du corps arbitral (masculin et féminin)", a conclu le communiqué du bureau fédéral.

QUALIF'S-CAN2025 (GR:E-5E JOURNÉE) GUINÉE ÉQUATORIALE-ALGÉRIE

les "Verts" en regroupement du 11 au 17 novembre

LA SÉLECTION algérienne de football effectuera un regroupement durant la date FIFA du 11 au 17 novembre 2024, pendant laquelle elle se déplacera à Malabo pour affronter la Guinée Equatoriale, le 14 novembre 2024 (14h00), pour le compte de la cinquième et avant dernière journée, groupe (E), des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2025, indique un communiqué de la Fédération algérienne (FAF)." Le match de la sixième et dernière journée des qualifications face son homologue du Liberia aura lieu le 17 novembre 2024 (17h00) au stade Hocine Ait Ahmed de Tizi-Ouzou. Un comité d'organisation se déplacera le samedi 2 novembre 2024 à Tizi-Ouzou pour entamer les préparatifs de cette rencontre", indique le communiqué de la FAF à l'issue de la réunion de son bureau fédéral (BF) en session ordinaire mardi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) Un quatuor d'arbitres béninois sous la conduite de Djindo Louis Houngnandande, dirigera la rencontre Guinée équatoriale contre l'Algérie. Il s'agit du directeur de jeu Houngnandande, assisté de ses deux compatriotes, Eric Aymar Ulrich Ayimavo (1er assistant) et Koudogbo Augustin Kougbemede (2e assistant). Le quatrième arbitre est Issa Mouhamed.Pour rappel, les Verts (12 points) ont scellé leur qualification pour la phase finale de la CAN-2025, à deux journées de la fin, dans un groupe qu'ils ont totalement dominé, devant la Guinée-équatoriale (7 pts) et le Togo (2 pts), alors que le Libéria ferme la marche (1 pt).Les deux premiers des 11 groupes des éliminatoires seront qualifiés pour la phase finale de la CAN 2025 (21 décembre 2025-18 janvier 2026), alors qu'un seul pays se qualifiera pour le tournoi final dans la poule du pays hôte.

LE JOUEUR AMIN CHIAKHA OPTE POUR L'ALGÉRIE

Le jeune attaquant algéro-danois (18 ans) du FC Copenhague, Amin Chiakha, a officialisé le changement de sa nationalité sportive et il peut désormais jouer pour l'équipe nationale de football, a indiqué l'intéressé dans un poste publié sur son compte Instagram." Je suis né au Danemark d'une mère danoise et d'un père algérien. Deux personnes merveilleuses qui m'ont donné le meilleur de chaque culture et qui m'ont toujours soutenu dans tout ce que je fais. Je me sens à la fois danois et algérien et je ne pourrais jamais choisir entre les deux pays.", a-t-il écrit .Et d'ajouter : "J'ai représenté le Danemark à l'équipe nationale des jeunes, ce qui a été un immense honneur et j'ai toujours donné le meilleur de moi-même à chaque fois que j'endosse le maillot danois sur ma tête. Au fait, j'ai ressenti un énorme soutien et amour de la part du peuple algérien.
La Fédération algérienne de football a en même temps présenté un projet sérieux et ambitieux, qui correspond parfaitement à la façon dont je vois mon propre avenir footballistique. Sur la base d'une évaluation globale de tous les aspects, j'ai donc pris la décision de représenter l'équipe nationale algérienne à l'avenir", a-t-il expliqué.Enfin, Amin Chiakha a adressé un message aux supporters algériens : "Avant tout, je voudrais remercier DBU (Fédération danoise de football) et les équipes nationales danoises pour toutes les belles expériences que nous avons vécues ensemble, des expériences qui ne seront jamais cachées. En même temps, je promets au peuple algérien et aux fans algériens que je ferai toujours de mon mieux pour défendre nos couleurs et je remercie tous pour l'accueil chaleureux.", a-t-il conclu.

CHAMPIONNAT DE LIGUE 2 AMATEUR (8E JOURNÉE)

Deux affiches au sommet dans les deux groupes

Deux affiches au sommet opposant directement les équipes de tête, domineront la 8e journée du championnat de Ligue 2 de football (amateur), prévue vendredi et samedi : USM Annaba-MB Rouissat à l'Est et JSM Tiaret-ES Ben-Aknoun à l'Ouest.Tous les regards seront incontestablement tournés vers la coquette ville de Annaba, où les "Tuniques rouges" (2es - 14pts) accueilleront le leader du groupe, MB Rouissat (1er - 16 pts), qui compte un match supplémentaire.



Une chose est sûre, le stade du 19 mai 56, affichera complet où les fans annabis attendront une probable victoire qui leur offrirait la 1re place, en attendant de jouer mardi prochain, leur match en retard face à l'USM Harrach.
Le MBR, nouveau promu que personne n'attendait son excellent parcours (5 victoires en 6 matches), ne se rendra pas à Bône en victime expiatoire, mais avec le désir de relever le défi face à un adversaire, qui bénéficie de l'avantage aussi bien du terrain que du public.Pour sa part, l'USM Harrach (2e-14 pts), l'autre grand favori pour la montée et qui partage la place de dauphin avec l'USMAn, devra attendre, mardi 12 novembre, pour jouer son match face à l'O. Magrane, après avoir épuré son match au sommet face à l'USM Annaba, mardi prochain. Le HB Chelghoum-Laid et le NRB Teleghma qui partagent la 4e place avec 12 points, affronteront respectivement, l'AS Khroub (6e- 11 pts) et la JS Bord Menaiel (15e - 2 pts) avec le net désir de faire le plein, afin de rester dans le sillage du peloton de tête. Le MO Constantine (7e - 10 pts) battu lors de sa dernière sortie par son voisin khroubi, tentera de relever défi devant son hôte le CA Batna (13e-6 pts) visiblement en difficulté en ce début de saison.Cette 8e journée sera aussi dominée par un chaud derby entre le MSP Batna (13e - 6 pts), qui devrait mettre fin à ses mauvais résultats, face à l'US Chaouia (10e - 8 pts), capable de brouiller les cartes de son adversaire.Les équipes du Sud-Est :US Souf (15e- 2 pts) et IRB Ouargla (9e - 9 pts), tenteront d'exploiter l'avantage du terrain pour damer le pion à des coriaces adversaires en l'occurrence, la JSD Jijel (11e - 7 pts) et l'IB Khemis-Khechna (7e - 10 pts).

Groupe Centre-Ouest : JSM Tiaret-ES Ben-Aknoun éclipse tout dans le groupe

Le leader du groupe (C.), l'ES Ben-Aknou (1er - 14 pts), sera en péril sur
le terrain de la JSM Tiaret (2e - 13 pts), club difficile à manier devant son public. Ces deux formations qui comptent un match en moins, tenteront de réaliser une bonne opération, en attendant le déroulement des autres concurrents pour l'accession, dont l'ASM Oran, le RC Kouba et la JS El-Biar pour ne citer que ceux-là dont leurs matches ont été décalés au mardi 19 novembre.Au milieu du classement, le GS Mascara (8e - 9 pts) tâchera vendredi face au SKAF Khemis (10e - 8 pts), d'exploiter l'avantage du terrain pour gagner quelques places au classement général.Quatre matches sont programmés pour le samedi 2 novembre dont un certain, WA Mostaganem (10e - 8 pts) face aux promus de -l'US Béchar-Djedid (2e-13 pts) auteurs d'une excellente entame au palier supérieur. Un autre duel digne d'intérêt mettra aux prises, le MCB Oued Sly (12e - 7 pts) au MC Saida (7e - 10 pts) qui verra les deux équipes se battre à fond pour avancer dans le classement.
Les deux derniers matches de cette journée concerneront les équipes du bas du tableau: CR Témouchent (13e - 6 pts) / ESM Koléa (8e - 9 pts) sera joué la peur au ventre, tout comme SC Mécheria (16e - 0 p) et RC Arba (15e - 5 pts) qui opposera les deux derniers du classement général.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE/VOVINAM VIET VO DAO

35 athlètes algériens à Abidjan pour conserver le titre continental

L'ALGÉRIE participera avec 35 athlètes au Championnat d'Afrique de vovinam viet vo dao (messieurs et dames), prévu du 1er au 8 novembre à Abidjan (Côte d'Ivoire), avec l'objectif de conserver son titre continental, a-t-on appris mardi auprès de l'instance fédérale.
"L'Algérie sera représentée à la 5e édition du Championnat d'Afrique avec 35 athlètes (messieurs et dames), avec l'objectif de conserver le titre continental que nous avons déjà remporté quatre fois de suite et de glaner le plus grand nombre de médailles.", a déclaré à l'APS Mohamed Djouadj, président de la Fédération algérienne de Vovinam viet vo dao.Le président de l'instance fédérale a ajouté : "En plus de l'ambition de
remporter le titre africain, nous voulons que la compétition à laquelle participent 12 pays, soit une occasion pour les athlètes algériens de se mesurer aux autres athlètes du continent, d'évaluer leur niveau et de mettre en valeur leurs compétences, sous la supervision de leur staff technique, en vue des prochaines compétitions internationales".Pour préparer ce rendez-vous africain, les athlètes algériens ont effectué dix camps d'entrainement axés essentiellement sur la préparation physique et technique, a souligné Mohamed Djouadj qui occupe le poste de secrétaire général de la Fédération internationale de la discipline.
De son côté, le sélectionneur de l'équipe nationale, Bilel Belaïfa, a souligné à cette occasion l'importance de cet événement continental, "d'autant plus que de nombreux pays africains cherchent à damer le pion aux représentants algériens, détenteurs de quatre titres africains de rang.".Pour cette cinquième édition du championnat d'Afrique, le staff technique a fait confiance à de nouveaux athlètes qui n'ont jamais participé à de tels rendez-vous internationaux, selon Belaïfa .
Pour le technicien algérien, "les athlètes ont été sélectionnés sur la base de critères stricts et de tests approfondis, ce qui reflète la grande qualité des athlètes de l'équipe nationale de vovinam viet vo dao", ajoutant que "le rendez-vous d'Abidjan constitue une opportunité pour confirmer la suprématie de notre discipline comme l'un des arts martiaux mondialement reconnus".
L'équipe nationale du Vovinam viet vo dao domine la compétition continentale de la discipline, avec quatre titres continentaux décrochés en 2012 (Algérie), en 2016 (Côte d'Ivoire), en 2018 (Maroc) et en 2022 (Algérie). Il est également à noter que cette discipline est devenue de plus en plus populaire dans de nombreux pays africains.

USM KHENCHELA

Séparation à l'amiable avec l'entraîneur tunisien Hatem El-Missaoui (club)

L'USM KHENCHELA (Ligue 1 Mobilis de football), a annoncé mercredi , avoir trouvé un accord avec l'entraîneur tunisien Hatem El-Missaoui, pour une résiliation du contrat à l'amiable, dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux."L'USM Khenchela informe son public qu'un accord à l'amiable a été trouvé avec l'entraîneur tunisien Hatem El-Missaoui. Nous lui souhaitons bonne chance pour l'avenir.", écrit le club sur sa page officielle facebook.La direction de l'USM Khenchela avait recruté, l'été dernier, l'entraîneur tunisien Hatem El-Missaoui, avec son staff technique composé de Ramy Abbasi (entraîneur des gardiens) et Mohamed Soumeur (préparateur physique).
La dernière défaite concédée lors de la 6e journée de Ligue 1 Mobilis face à la JS Kabylie (1-0), en match disputé au stade Hocine Ait Ahmed de Tizi-Ouzou, a poussé la direction à prendre la décision de se passer des services d'El-Missaoui.A l'issue de la sixième journée de Ligue 1, l'USM Khenchela occupe la 13e
place avec six points, en compagnie du MC El Bayadh et NC Magra, à deux longueurs d'avance sur la lanterne rouge le CR Belouizdad. Lors de la 7e journée, l'USM Khenchela sera en appel pour défier le samedi 2 novembre le NC Magra.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****
Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****
IMPRESSION
SIMPRAL
******

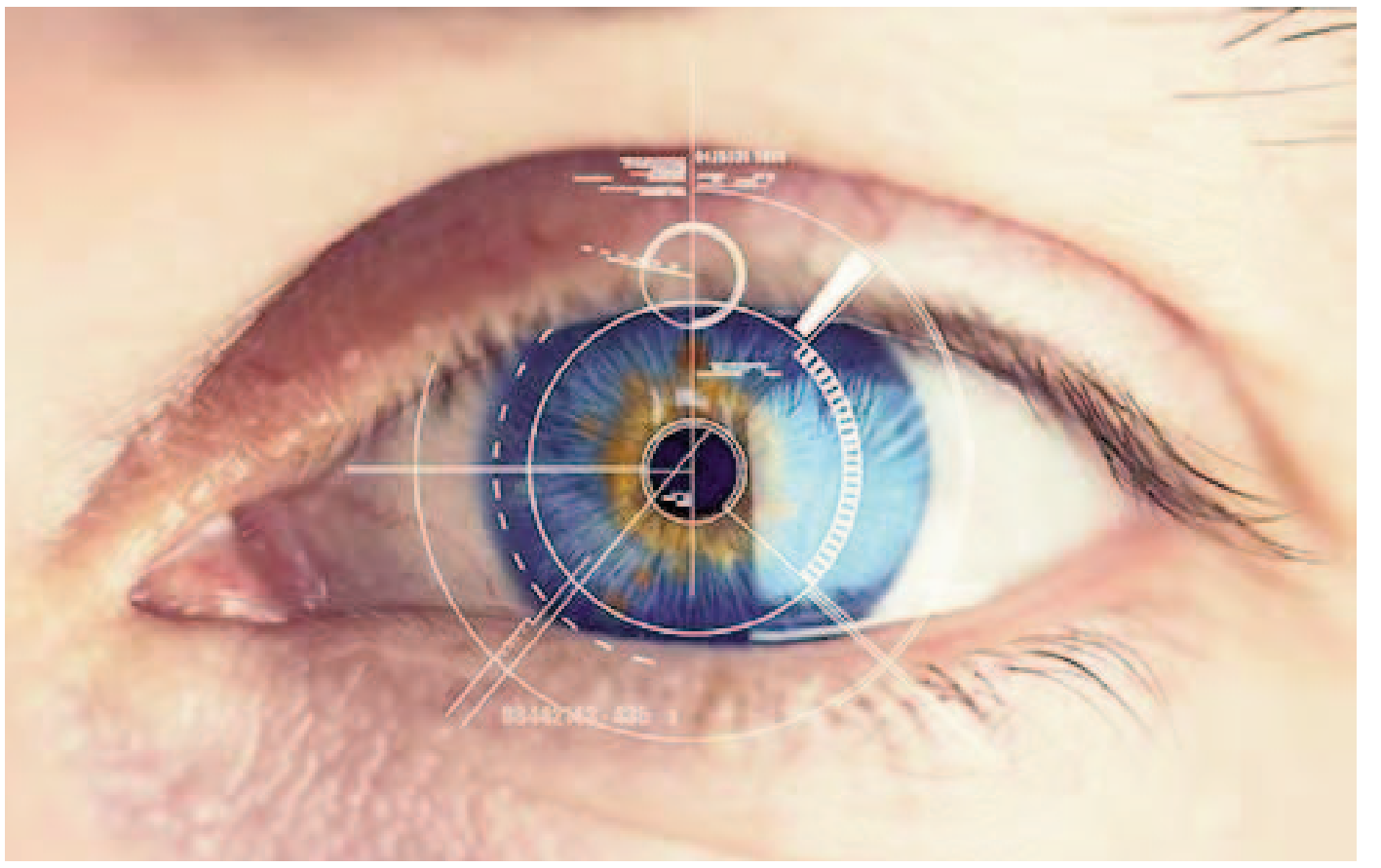
PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Perte brutale de la vision : c'est quoi la neuropathie optique héréditaire de Leber ?

Cette maladie héréditaire rare touche en particulier les hommes jeunes.



La neuropathie optique héréditaire de Leber (ou atrophie optique de Leber) est une maladie héréditaire rare qui se caractérise par une baisse brutale de la vision.
Elle concerne une personne sur 30 000 à 50 000, en particulier les hommes jeunes (elle se déclare généralement entre 15 et 35 ans, même si elle peut également survenir bien plus tôt, parfois avant 10 ans). Elle entraine un mauvais fonctionnement du nerf optique, celui-là même qui transmet les informations de l'œil au cerveau. "Elle débute par une baisse d'acuité visuelle très profonde, celle-ci étant inférieure à 1/20 en quelques jours", explique le Dr Christophe Orssaud, Responsable de l'Unité Fonctionnelle d'Ophtalmologie à l'Hôpital Européen Georges Pompidou, à Paris. "Puis quelques semaines plus tard elle touche le deuxième œil avec une baisse d'acuité visuelle identique.
Cette profonde altération de la vision est liée à la présence d'une tache ou scotome central dans le champ visuel de chaque œil.

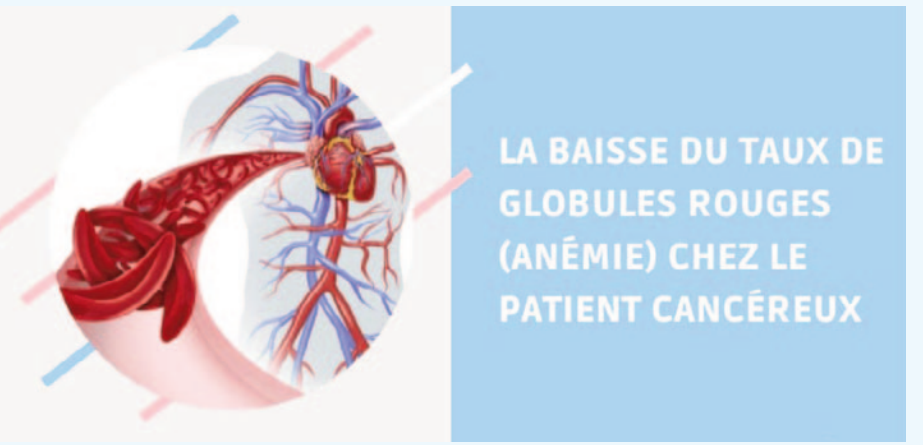
C'est pourquoi, s'il est possible de parler de profonde malvoyance ou de quasi-cécité, le patient garde une vision périphérique et peut se déplacer seul et sans canne dans la très grande majorité des cas."
Et le Dr Damien Gatinel, chirurgien ophtalmologue à l'Hôpital Fondation Rothschild à Paris, d'ajouter : "Dans de rares cas, d'autres symptômes peuvent se manifester en plus de l'atteinte visuelle : surdité, troubles de l'équilibre, atteinte squelettique, troubles du rythme cardiaque…"

QUELLES SONT LES CAUSES ?
Cette maladie est une affection d'origine génétique. "Elle est causée par des mutations de l'ADN mitochondrial qui affectent la production de différentes protéines du complexe I de la chaine respiratoire intramitochondrial (ND1 et ND4)", indique le Dr Orssaud.
Toutefois, toutes personnes présentant cette mutation génétique ne développent pas une neuropathie optique héréditaire de Leber. Certains facteurs, tels que l'alcool, le tabac, un traumatisme ou une anesthésie pourraient contribuer à déclencher la maladie.

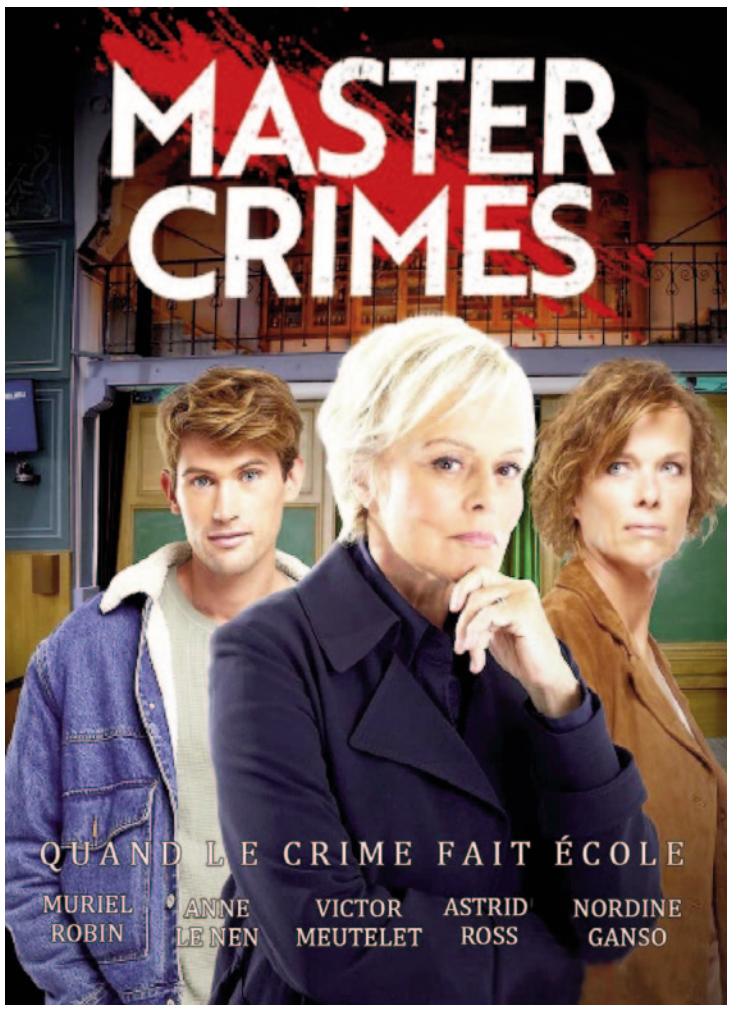
COMMENT FAIRE LE DIAGNOSTIC ?
Les signes cliniques de la maladie permettent de suspecter le diagnostic. "Mais de nombreux examens seront nécessaires pour le confirmer, et surtout éliminer des causes curables d'atteinte du nerf optique" indique le Dr Gatinel. Il s'agit tels d'un examen du fond d'œil, un OCT, l'étude du champ visuel, la mesure des potentiels évoqués visuels qui permet de mesurer l'activité électrique du nerf optique, un électrorétinogramme qui permet de connaître l'activité électrique de la rétine ainsi qu'une IRM cérébrale.
La recherche génétique est indispensable pour mettre en évidence la mutation génétique.

QUELLES SONT LES SOLUTIONS THÉRAPEUTIQUES ?
"Un traitement, l'idébénone (Raxone®, Chiesi) dispose d'une AMM (autorisation de mise sur le marché, ndlr) dans cette pathologie. Mais ce traitement ne donne pas de résultats chez tous les patients et reste limité en terme de récupération", explique le Dr Orssaud.
Des aides optiques comme des lunettes grossissantes peuvent être proposées pour améliorer le confort quotidien des malades.
Toutefois, des chercheurs de l'Inserm de Sorbonne Université et du CNRS à l'Institut de la Vision à Paris ont conçu une thérapie génique pour les patients ayant la mutation 11778. Cette thérapie génique est sensée corriger le défaut de synthèse du gène ND4 en ajoutant au gène des séquences d'ADN, appelées "séquences d'adressage".
Les résultats d'un essai clinique mené sur 37 patients et publiés dans la revue Science Translational Medicine, montrent que ce traitement améliore de façon significative la vision bilatérale chez plus des ¾ des patients (1). "Néanmoins, l'acuité finale après ce traitement reste voisine de 1/20"

Hémoglobine bas : quels symptômes ?



Le taux fluctue selon l'âge de la vie mais il ne doit pas être trop bas.
L'hémoglobine est une protéine sanguine qui entre dans la composition du sang, lui donnant sa couleur rouge. L'hémoglobine se charge d'équilibrer la balance entre l'oxygène et le dioxyde de carbone aux seins des cellules. Cette protéine contient du fer, un micronutriment apporté par notre alimentation. De nombreux facteurs influencent le taux d'hémoglobine sanguin : en excès, nous parlons de polyglobulie et lorsque le taux est anormalement bas, il s'agit d'anémie.
Les valeurs normales sont de 12 g/dl chez la femme et de 13 ou 14 chez l'homme. Ces taux fluctuent selon les périodes de la vie, pendant la grossesse par exemple ou avec l'âge. "Un taux en dessous de 10 g/dl nous interroge, quelque chose peut être mal toléré chez le patient", explique le Dr Sophie Bauer, chirurgienne et présidente du SML. "En dessous de 8 g/dl, nous agissons par un traitement.
En dessous de 6 g/dl, le patient va mal", complète-elle. Plusieurs causes peuvent expliquer un taux d'hémoglobines bas :
► Une infection : "Les bactéries consomment le fer, or, le fer est nécessaire pour avoir des globules rouges chargés d'hémoglobines. Les infections sévères peuvent donner une anémie inflammatoire sévère."
► Une hémorragie : "Il peut s'agir d'une hémorragie extériorisée comme le méléna (selles très noires car chargées en sang digéré, d'un saignement digestif haut se traduisant par des vomissements sanglants. Il peut aussi s'agir d'une perte directe de sang, lors d'une hémorragie par saignement de nez par exemple. Le sang au fond de la gorge est dégluti, le saignement n'est donc pas visible immédiatement."
► Un saignement frustre : le sang ne s'extériorise pas de manière évidente, mais le patient saigne un peu au fil de l'eau. Les saignements frustres se produisent par exemple en cas de présence de sang dans les selles, de polypes ou d'une tumeur. Au bout d'un certain temps, l'anémie est possible.
► Des règles anormalement abondantes. "C'est une grande cause d'anémie chez la femme."
► Un fibrome utérin : "Il se présente sous forme de règles très abondantes, qui apparaissent parfois après la ménopause (on ne parle plus de règles dans ce cas), d'où l'importance d'être suivie par un gynécologue."
► Un dysfonctionnement de la rate, organe qui se met à digérer ou à séquestrer les globules rouges, provoquant leur chute.
► Les traitements de chimiothérapies ou les cancers atteignant la moelle osseuse sont également des causes possibles d'anémie.
► Les thalassémies, maladies héréditaires induisant des anomalies de forme des globules rouges. "Ces maladies créent des crises de destruction de globules rouges, provoquant des anémies aiguës. Elles sont surtout présentes sur le continent africain. Il existe deux formes de cette maladie congénitale : mineure et majeure, où les patients sont très anémiques. Il existe aussi une forme partielle, permettant à la maladie de progresser, créant même une sorte de résistance au paludisme", poursuit le médecin.
Quand la baisse de l'hémoglobine est liée à une anémie par carence en fer, le symptôme principal est la fatigue. L'asthénie s'installe et perdure malgré le sommeil et le repos. L'anémie par carence en fer provoque aussi un essoufflement à l'effort, des étourdissements, une faiblesse générale, une pâleur du teint et une sensation de "tête qui tourne". Si la baisse de l'hémoglobine survient dans le cadre d'une infection aiguë, l'oxygénation des tissus est insuffisante. La respiration cellulaire ne se passe pas correctement : les tissus sont mal oxygénés. Le patient a alors des difficultés à garder conscience.











JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Série policière - France 2024
Master Crimes

21h00 Magazine culturel France - 2024
Le grand échiquier

20h55 Jeu - France 2024
Le meilleur pâtissier

21h05 Film fantastique - 2024
S.O.S. fantômes : la menace de glace

21h00 Série humoristique
2024
Les Capone attendent un bébé !

21h00 Film d'horreur
Etats-Unis - Canada 2003
Saw X

20h40 Comédie
France - 1983
Banzaï

20h50 Cinéma - France - 2023
Astérix et Obélix : L'Empire du Milieu

21h20 Magazine de société
Y'a que la vérité qui compte

21h10 Film d'horreur - 2023
Late Night with the Devil

21h00 Film fantastique
Etats-Unis - 2008
Les chroniques de Spiderwick

21h20 Société
France - 2024
Les docs d'Ambre Chalumeau

20h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière France - 2019
Saison 7

Engrenages

Première CREATION ORIGINALE et série emblématique de CANAL+, ENGRENAGES a été récompensée par de nombreux prix dont un Emmy Award en 2015. Ce classique du genre revient dans une saison 7 sous haute tension, qui voit le tandem Laure/Gilou se reformer à l'occasion de l'homicide d'Herville. C'est le début d'une enquête difficile qui les place à nouveau face à un dilemme : renoncer à la vérité ou trahir l'institution.

22h48

Série d'horreur - Etats-Unis - 2024
Saison 12

American Horror Story

Comme chaque saison d'American Horror Story, la saison 12 présentera une intrigue indépendante et unique. Cette saison s'appelle Delicate et elle est adaptée du roman de Danielle Valentine, Delicate Condition. Ryan Murphy a révélé que cette saison est inspirée par des histoires et des légendes urbaines comme le désir d'enfant et la maternité d'une actrice indépendante, qui tente désespérément de fonder une famille.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:17	12:13	15:09	17:32	18:58	05:21	12:17	15:15	17:38	19:02	05:36	12:31	15:30	17:53	19:17	05:25	12:22	15:27	17:49	19:10	05:43	12:38	15:36	17:59	19:24	05:47	12:43	15:41	18:04	19:28	05:50	12:46	15:45	18:08	19:32

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 8028 – JEUDI 31 OCTOBRE 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	26°	17°
Oran	23°	13°
Constantine	26°	12°
Ouargla	29°	17°

ALGÉRIE – SULTANAT D'OMAN

Les relations consolidées

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le Sultan d'Oman, Haitham Ben Tariq, ont souligné leur volonté commune de poursuivre le développement de la coopération bilatérale dans divers domaines, au service des intérêts des deux pays, en la hissant à la hauteur des relations et des liens fraternels historiques ancrés qui les unissent. C'est ce qui ressort du communiqué conjoint des deux dirigeants, rendu public, hier, à l'issue de la visite de trois jours effectuée par le président Tebboune au Sultanat d'Oman.

Ils se sont également félicités des démarches visant à promouvoir leurs relations à de plus larges perspectives ainsi que des résultats des travaux de la 8e session de la grande commission mixte algéro-omanaise, tenue à Alger en juin 2024, outre le forum des hommes d'affaires qui avait abordé les opportunités commerciales et d'investissement, larges et prometteuses, dans les deux pays. Dans ce sens, M. Tebboune et M. Ben Tariq ont salué l'initiative de la création d'un fonds d'investissement conjoint omano-algérien, qui permettra la mise en place de partenariats et de projets communs dans les domaines des énergies renouvelables, de la pétrochimie, de l'agriculture saharienne, des technologies, du tourisme et d'autres domaines prometteurs. Pour ce faire, ils ont souligné l'importance de «renforcer les opportunités de communication et de partenariat dans le secteur privé, de relancer les échanges commerciaux et industriels, et de tirer parti des



marchés des deux pays ainsi que de leur position pour promouvoir les exportations nationales et leur accès aux marchés régionaux et mondiaux», selon la déclaration conjointe. Des orientations sont données à toutes les parties et tous les secteurs pour «intensifier les contacts et l'échange de visites entre les différentes parties concernées, dans le cadre du suivi et de l'exécution de toutes les initiatives et programmes communs au profit des deux pays et peuples frères». S'agissant des consultations et échanges de vues sur les questions régionales et internationales, le Président Tebboune et le Sultan d'Oman ont relevé la nécessité d'un «arrêt immédiat de l'agression israélienne contre les territoires palestiniens, le Liban, la Syrie et l'Iran», de même qu'ils ont insisté sur «le droit des frères palestiniens à l'établissement d'un Etat indépendant avec El-Qods pour capitale, sur la base de la solution à deux Etats, et son adhésion aux Nations unies». L'importance de la coopération et de la coordination des deux pays dans les fora régionaux et internationaux, dans le cadre de leurs intérêts et du renforcement de l'action arabe commune et des fondements de la sécurité, de la paix et de la stabilité dans la région et dans le monde, ont également été mis en avant par les deux dirigeants.

La partie omanaise a exprimé sa considération aux efforts consentis par l'Algérie, en sa qualité de membre au Conseil de sécurité, dans le soutien des causes arabes justes. La partie algérienne a, pour sa part, salué le rôle important et axial du Sultanat d'Oman dans les démarches de paix visant à résorber les tensions et à faire prévaloir l'entente et la coopération positive entre les Etats dans la région et dans le monde, selon le communiqué conjoint. A l'issue de la visite, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a invité le Sultan d'Oman à visiter l'Algérie, «une invitation favorablement acceptée par Sa Majesté», est-il indiqué.

Slimane Ould Brahim

MDN

La communication sur les réseaux sociaux renforcée

LE MINISTÈRE de la Défense nationale (MDN) a annoncé, hier, que ses canaux de communication officiels sur les réseaux sociaux seront consolidés, à partir du 1er novembre, par la création d'autres comptes officiels et ce, à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale. Ce renforcement de la communication, a indiqué un communiqué du ministère, se fera sur les réseaux sociaux om il est présent, par «la création de comptes officiels sur les plateformes X, Youtube et TikTok à partir du 1er novembre 2024». «Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la démarche visant à se mettre au diapason des nouvelles technologiques dans le domaine de la communication, à même de renforcer la stratégie communicationnelle globale du MDN, visant à informer et éclairer l'opinion publique nationale et internationale sur les différentes activités de l'institution militaire et sur l'actualité ayant trait à la défense nationale à travers des canaux officiels», a conclu le communiqué.

M. B.

ALGÉRIE – RUSSIE

Le vice-président de la Douma à Alger

UNE DÉLÉGATION parlementaire russe conduite par le vice-président de la Douma de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, Vladislav Davankov, a entamé, hier, une visite officielle de trois jours en Algérie, indique un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). La délégation russe aura «des entretiens avec les présidents des deux chambres du Parlement et des rencontres avec nombre de hauts responsables de l'Etat», selon la même source. La rencontre a permis d'examiner «les moyens de renforcer la coopération entre les deux institutions et la possibilité d'exploiter les compétences du HCI pour éclairer la communauté musulmane en France», est-il précisé de même source.

S. N.

CONDOLÉANCES DE TEBBOUNE SUITE AU DÉCÈS DE TAHAR ZBIRI :

«L'un des grands chefs de la glorieuse Révolution»



LE MOUDJAHID et colonel Tahar Zbiri chef de la wilaya historique 1 et ancien membre du Conseil de la nation est décédé, hier à Alger, à l'âge de 95 ans, a indiqué le ministère des Moudjahidine et des Ayant-droits. Né en 1929 à Sedrata (Souk Ahras), feu Tahar Zbiri, un moudjahid de première heure, fut arrêté et condamné à mort avant de s'évader de prison en compagnie du chef historique Mostefa Ben Boulaïd en 1955, pour être ensuite désigner chef du 3e bataillon à la base de l'Est puis Chef de la wilaya historique I en 1960.

Après l'indépendance, le regretté a occupé plusieurs postes dont le dernier en liste est celui du membre du Conseil de la nation. Le défunt a largement contribué à l'écriture de l'histoire de la Glorieuse Révolution, à travers notamment ses mémoires intitulées «Mémoires du dernier chef historique des Aurès : 1929 - 1962».

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé ses sincères condoléances à la famille du moudjahid et colonel Tahar Zbiri. «L'Algérie vient de perde, à la veille de la célébration du 70e anniversaire de la Guerre de libération, l'un des grands chefs de la glorieuse Révolution qui se sont sacrifiés corps et âme pour notre indépendance», lit-on dans le message de condoléances.

En cette douloureuse épreuve, le président de la République a adressé ses sincères condoléances à la famille du défunt et à la famille révolutionnaire, priant Allah Tout-Puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort à ses proches.

Le général d'Armée, Saïd Chanegriha, a, également, présenté ses sincères condoléances à la famille et aux proches du défunt moudjahid, le Colonel à la retraite Tahar Zbiri, a indiqué le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Suite au décès du moudjahid, le Colonel à la retraite Tahar Zbiri, Commandant de la Wilaya I historique et ancien membre du Conseil de la nation, le général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, présente en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'ANP, ses sincères condoléances et fait part de sa profonde compassion à la famille et aux proches du défunt, priant Allah Le Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis». Chanergiha souhaite à la famille du défunt tout le courage et la force en cette dure épreuve.

M. B.

OIPC

L'Algérie réélue membre du Conseil exécutif

L'ALGÉRIE a été réélue, hier, à l'unanimité membre du Conseil exécutif de l'Organisation internationale de Protection civile (OIPC) pour un mandat s'étalant de quatre ans, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Protection civile. «Dans le cadre de la 26e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation internationale de Protection civile et de la 57e session du Conseil exécutif de l'organisation, tenues les 28, 29 et 30 octobre en Egypte, l'Algérie a été réélue, mercredi, membre du Conseil exécutif de l'OIPC pour un mandat s'étalant de 2024 à 2028, et ce, à l'unanimité des membres de l'Assemblée générale», lit-on dans le communiqué. Lors de cette réunion et sur proposition et plébiscite de l'Algérie, l'adhésion de la Palestine, pays frère, au Conseil exécutif de l'OIPC a été approuvée à l'unanimité, ajoute la même source. L'Algérie est représentée à cette session ordinaire par le Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Bourelaf, accompagné du directeur des études, le colonel Guerrache Doudah, rappelle-t-on.

R. N.